



LE MÉCRÉANT

BULLETIN DES LIBRES PENSEURS DE LA FEDERATION ARDECHE-DRÔME DE LA LIBRE PENSÉE

Antérieurement « La libre Pensée Ardéchoise »

ardécho-
drômois

La Sainte-Geneviève à Privas

Préfecture de l'Ardèche et clergé main dans la main !



SOMMAIRE :

Edito

Retour

sur les manifestations
pacifistes du 11 novembre

120 ans de la Loi de

1905 - retour du meeting
du 6 décembre

Commémoration

de l'insurrection de Crest

Impression

du IX^e Congrès de l'AILP

Des nouvelles

de l'Eglise de Le Teil

Retour

de la Formation de la FSU

Ste-Geneviève à Privas

Préfecture et clergé main
dans la main

Journée Internationale

de lutte contre les vio-
lences faites aux femmes

Traduction

chansons anticléricales et
antimilitaristes des IWW

Note de Lecture

Iconographie

Directeur de publication : Alain CHABOUD
Fondateur / Gérant 1978-82 : Paul BERNARD
n° de C.P.A.P. : 0927 G 87019
n° d'I.S.S.N. : 2607-2548
Adresse mail : librepensee07.26@gmail.com

imprimé par nos soins

Libre Pensée 07-26
30 rue Beethoven
26200 Montélimar

4^e trimestre 2025

frimaire - CCXXXIII
décembre - n°183





Ces dernières semaines, notre fédération a déployé une intense activité que nous avons essayé de retranscrire dans le Mécraçant que vous avez entre les mains.

Notre secrétaire dresse un premier bilan extrêmement positif du congrès de l'AILP, qui s'est déroulé à Grenoble et à Lyon début octobre.

Comme chaque année depuis 23 ans à Joyeuse (07), 3 ans à Peyrins (26) et un peu partout en France, à l'initiative de la Libre Pensée, des **rassemblements pacifistes se déroulent le 11 novembre** pour dénoncer les guerres, toutes les guerres, et combattre les politiques qui nous conduisent vers l'abîme. Une quinzaine d'organisations syndicales, politiques, pacifistes ou associatives ont participé à ces rassemblements en Ardèche Drôme. Nous publions dans ce n° de décembre, leurs interventions.

La laïcité continue d'être malmenée, c'est le moins que l'on puisse dire, par le **groupement de gendarmerie de l'Ardèche** qui a encore organisé à l'occasion de la **St Geneviève une messe en l'église de Privas** où ont participé, ès qualité, des élus départementaux et régionaux ainsi que le **préfet**. Nous considérons que c'est une provocation car le **Tribunal Administratif de Lyon a condamné la maréchaussée pour ces mêmes faits**, le 19 mars dernier. Vous trouverez en page intérieure le communiqué de notre fédération.

Laïcité également malmenée par la mairie de Le Teil qui n'hésite pas à **utiliser des fonds publics pour construire une église** au lieu de réparer, avec les indemnités de l'assurance, l'église du centre, impactée par le tremblement de terre de 2019. À ce sujet, vous trouverez en page centrale l'échange de courriers



entre **Raphaël BUARD** conseiller municipal d'opposition et le ministère de l'intérieur.

Quinze libres penseurs et libres penseuses ardèche-drômoises ont participé, à Paris, au **meeting unitaire pour les 120 ans de la loi de 1905**, ce fut une belle manifestation de défense de la Laïcité, qu'Émilie relate avec enthousiasme.

Vous lirez également l'intervention de la Libre Pensée prononcée lors du **rassemblement de Crest** le 13 décembre dernier en hommage aux républicains drômois insurgés contre le coup d'État de Napoléon III en décembre 1851.

Vous pouvez le constater, la tâche est immense, nous avons besoin de bras pour **défendre la liberté absolue de conscience** garantie par la laïcité de l'État.

Même si vous n'avez que peu de temps à consacrer à ce combat, n'hésitez pas à nous rejoindre.

Adhérer c'est déjà militer !

Bon solstice d'hiver et bonne fin d'année à toutes et tous.



Daniel TEYSSIER
Président de la FADLP

Discours de la FDLP 07-26

**Partout dans le monde :
Paix immédiate !**



Chers amis, chers camarades,

Je vous apporte le salut fraternel de la **Fédération Nationale de la Libre Pensée** et de la **Fédération Nationale Laïque des Associations des Amis des monuments Pacifistes**.

Dans de nombreux domaines, c'est la Marche à la Guerre, mais elle s'exprime pleinement dans la course aux armements. L'argent public coule à flots. Une augmentation de 9,4% en un an amène le budget total des armées du monde entier en 2024 à la somme exorbitante de 2 718 milliards de dollars.

L'OTAN demande à chacun de ses membres de consacrer à l'armée non plus 2% mais 5% de son PIB d'ici 2035. Or 9 pays dépassent déjà ce seuil, en particulier Israël avec 8,8%, l'Ukraine avec 34,5%.

Quant au gouvernement français, prêt à sacrifier la santé des malades et des handicapés en diminuant leurs droits et en

taxant leurs soins, il n'hésite pas un instant pour augmenter cette année le budget militaire de près de 7 milliards d'euros.

On n'oublie pas le cynisme des hommes politiques. M. **Lecornu**, alors ministre de la Défense, se réjouissait de la guerre en Ukraine : *« Il faut reconnaître que la guerre en Ukraine est une opportunité pour l'industrie d'armement française. »* Le commerce des armes se porte bien : avec les USA au premier rang et la France au deuxième pour les exportations, les importations dans les États européens ont doublé en 10 ans, et les USA sont leur principal fournisseur (64%). À la recherche d'économies, le gouvernement trouverait scandaleux de rogner les bénéfices de **Thalès** ou de **Dassault** (1 milliard et plus).

Il faut le savoir : les dépenses militaires coûtent 973 dollars à chaque Français, 1 026 à chaque Russe, 1 728 à chaque Ukrainien et 4 989 à chaque Israélien.

Le résultat de ces énormes dépenses ? la mort, la mort de centaines de milliers d'Ukrainiens et de Russes, le génocide en Palestine où les victimes sont en majorité les femmes et les enfants.

Le résultat ? l'appauvrissement des pays en guerre ; Gaza ruinée, dévastée, Gaza qui avait les taux d'alphabétisation et d'éducation les plus élevés du monde (97% et 95%) voit aujourd'hui ses écoles détruites à 85% et 600 000 enfants privés d'éducation depuis deux ans. Israël est à la recherche de main d'œuvre après le départ de 250 000 travailleurs étrangers et le rejet de

150 000 Palestiniens, tandis que plus de 20% de sa population est sous le seuil de pauvreté. En Russie, 150 000 informaticiens ont quitté le pays.

Le résultat ? la répression contre toute voix discordante. Dans les pays en guerre, en Ukraine, on rafle les hommes dans les rues pour les envoyer au combat. En Russie, la multiplication des sanctions ne règle rien dans une armée où en 4 ans de paix (1986-1990) il y a eu plus de morts qu'en 9 ans de guerre en **Afghanistan**.

Et les arrestations arbitraires s'abattent sur tous ceux qui osent résister. Dans **son IX^e Congrès, l'Association Internationale de la Libre Pensée**, le 11 octobre 2025, a pris position pour la libération de tous les prisonniers politiques en Russie, et en particulier, elle demande, avec 3 000 mathématiciens de 15 pays, la libération du **Militant Anarchiste Azat Miftakhov**.

En Israël, les prisonniers politiques palestiniens s'entassent par milliers dans des prisons où, sans jugement, ils sont victimes de torture, parfois à mort.

Dans les autres pays, les gouvernements tentent d'empêcher les manifestations contre la guerre et le soutien aux Palestiniens ; quand ils n'y parviennent pas, ils multiplient les accusations d'antisémitisme, de terrorisme, les crimes mêmes dont ils sont les complices.

Pour mener à bien cette politique de guerre, il faut militariser la société. Si le gouvernement a subi un échec avec le **SNU**, qui a fait long feu, il persévère dans sa

volonté d'embrigadement. D'une part, il encourage le recrutement de milliers de réservistes opérationnels (de 17 à 72 ans), d'autre part, il a l'ambition de rendre l'armée présente dans l'école, en instituant des cours de « *culture citoyenne et défense* », avec épreuve aux divers examens.

C'est pourquoi nous saluons tous ceux qui, d'un continent à l'autre, manifestent pour la paix. Nous saluons les **Comités des mères de soldats** en Russie comme en Ukraine. Nous saluons les milliers de Russes, d'Ukrainiens qui ont choisi de désertier ainsi que les Israéliens qui refusent de porter les armes. Nous saluons les milliers de citoyens venus de nombreux pays, qui, comme les flottilles, ont cherché à briser le blocus de **Gaza**.

Avec émotion et enthousiasme, nous saluons le meeting qui s'est tenu le 5 octobre à Paris, où 4 000 militants venus de 18 pays (Europe, USA, Palestine) ont proclamé ensemble leur volonté de lutter pour la paix. Conscients que l'écrasement du Peuple palestinien représente l'avenir que l'Impérialisme et ses gouvernements réservent à l'ensemble de l'Humanité, nous avons applaudi l'intervention commune d'une Syndicaliste palestinienne et d'une juive israélienne qui réclamaient la liberté et la fraternité, en présence de **Stephen Kapos**, survivant de l'**Holocauste**, qui, à 88 ans, avait tenu à participer à ce meeting. Nous avons acclamé l'intervention solidaire d'une jeune russe et d'un Ukrainien nous invitant à faire « **la paix par en bas** » tout en soulignant que ce meeting de Paris est bien plus dangereux pour la

dictature de **Poutine** que les bombes et les missiles.

Fidèles aux enseignements de la **Grande Guerre** qui vit se déchaîner une barbarie effroyable, prélude de tous les massacres à venir, nous rappelons notre volonté de voir réhabiliter les **639 Fusillés pour l'exemple**. Des contacts ont été repris pour que l'**Assemblée Nationale** se ressaisisse de la proposition de loi qui, adoptée le 16 janvier 2022, proclamait la **Réhabilitation collective des Fusillés pour l'exemple** de la Première guerre mondiale et qui a été bloquée par la majorité réactionnaire au **Sénat**.

La situation actuelle de grand désordre parlementaire dû à **Emmanuel Macron** et à ses gouvernements, aidé par l'extrême-droite et ceux qui sont en mal de postes ministériels, fait obstacle pour l'instant à cette initiative. Mais nous vous demandons à tous de vous tenir prêts à relancer cette bataille le moment venu.

Pour nos organisations, le 11 novembre n'est pas l'anniversaire de la victoire ; il est l'occasion de réaffirmer les objectifs de Jaurès : que la classe ouvrière organise par ses méthodes – et la grève en est la principale – l'arrêt de l'entreprise guerrière. L'Italie, ces jours derniers, en a ouvert la perspective. Il doit être aussi l'occasion de relancer l'action contre la militarisation de la jeunesse. Les « classes défense » doivent être combattues vigoureusement, ainsi que l'influence organisée de l'armée dans toutes les institutions, y compris culturelles et de santé.

Non aux budgets de guerre !

Non à l'envoi des armes !

**Non à la colonisation
de la Palestine !**

**Non à la militarisation
des sociétés !**

Cessez-le-feu permanent !

Et parce le **refus de la Guerre** et l'**exigence de la Paix** sont la perspective d'un monde meilleur débarrassé de l'oppression, de l'exploitation, de la misère, du militarisme et de la guerre :

Ni dieu, ni maître !

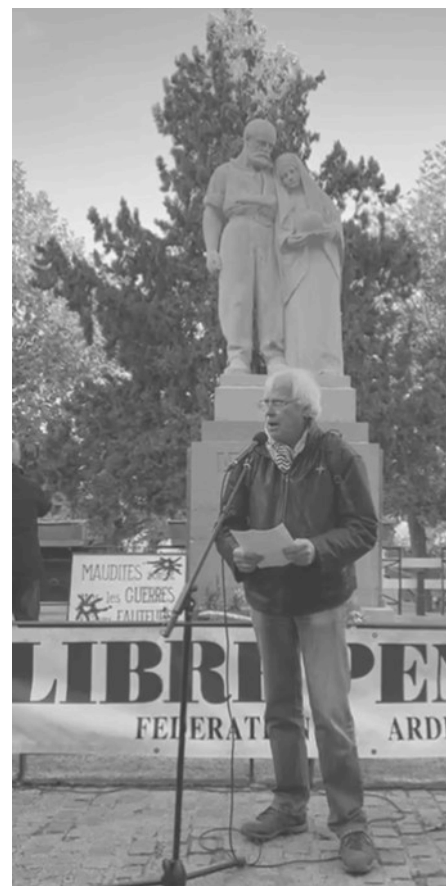
À bas la Calotte !

Et vive la Sociale !

je vous remercie



(Discours préparé par N. Aurigny,
adapté et lu par Émilie Monsillon à
Peyrins et Daniel Tessier à Joyeuse)



ARAC 11 novembre 2025

Le 11 novembre 1918, la guerre cessait.

Depuis plusieurs années, nous commémorons cette date devant ce monument pacifiste. Les mots reviennent, souvent les mêmes mais il n'est jamais inutile de rappeler ce que fut cette guerre comme toutes les autres.

Cette guerre (1914-1918) opposa les puissances de l'entente, la Grande Bretagne et la France aux empires centraux ayant pour centre le Reich allemand.

Tout au long des combats, les soldats des deux camps montreront leur désespoir, **le refus de cette guerre.**

Le commandement français, devant la colère des soldats, pour masquer leurs responsabilités ont convoqué des conseils de guerre : qui ont provoqué **2500 condamnations de soldats à être fusillés pour l'exemple.**

Cette guerre nous a coûté **1 350 000 morts, 74 000 invalides, 3 000 000 de blessés et des milliers de veuves et d'orphelins** sans compter le traumatisme de ceux qui sont revenus après avoir enduré dans les tranchées faites de boue, le froid et la faim.

C'est au cœur de cette guerre qu'est née **l'ARAC** fondée par **Henri Barbusse.**

Un siècle après la 1^{ère} guerre mondiale qui a vu le découpage du monde entre puissances impérialistes et qui a coûté si cher humainement à la planète, allons-nous regarder sans rien dire, se mettre en place sur l'échiquier politique des ten-

sions, des conflits conduisant dangereusement à **une nouvelle guerre mondiale ?**

Nous vivons sur une poudrière

L'ARAC appelle plus que jamais « **guerre à la guerre** » en luttant pour le **désarmement** contrôlé et le règlement des différends entre nations par la négociation politique.

L'amitié entre les peuples n'est pas un vain mot. Malheureusement il persiste toujours des **nostalgiques du colonialisme.**

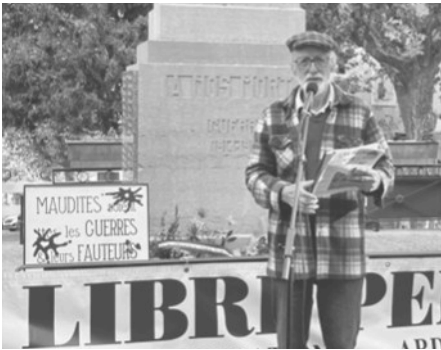
Moi, qui suis un ancien appelé de

la guerre d'Algérie j'ai été horrifié d'apprendre que l'Assemblée Nationale venait de voter la suppression d'un accord avec l'Algérie qui datait de la fin du conflit Ce conflit qui a fait **30 000 morts côté français** et plus de **300 000 côté algérien.**

Faisons ensemble prévaloir le respect des souverainetés des peuples, le respect du droit international et de la Charte des Nations Unies pour construire la paix.



Intervention de la 4ACG



L'Association d'Anciens appelés en Algérie et leurs ami(e)s contre la guerre remercie La Libre Pensée Drôme Ardèche de l'avoir invitée à participer aujourd'hui à une manifestation contre la guerre et pour la paix, devant le monument aux morts pacifiste de la commune ardéchoise de Joyeuse.

Bien qu'ayant été meurtris dans leur chair sur l'autre rive de la Méditerranée, mais n'ignorant rien des **immenses souffrances causées aux populations indigènes par l'Armée française** :

.... corvées de bois, viols, tortures, noyades, exécutions sommaires, bombardements au napalm de villages de montagnes, utilisation d'armes chimiques, déplacements forcés d'un quart des habitants des villages du pays et leur regroupement dans des camps,

quatre paysans de la région de Toulouse, apprenant qu'ils toucheraient à vie une pension d'anciens combattants ont dans un premier temps refusé catégoriquement de la percevoir, considérant que leur pays allait ainsi acheter leur silence sur ce qu'ils avaient fait, appris et compris de la guerre d'Algérie.

Rappelons **qu'un million trois cent mille appelés ont été envoyés sur l'autre rive française de la Méditerranée**, de 1954 à 1962, pour y participer là-bas à ce que les gouvernements d'alors appelaient « le maintien de l'ordre ». Selon des sources d'historiens, cette guerre aura fait plus de **500.000 morts**, un très grand nombre de blessés et de disparus.

Ce n'est que 37 ans plus tard, en 1999, que l'Assemblée nationale et le Sénat voteront une loi de reconnaissance officielle de la guerre d'Algérie.

Après mûre réflexion, **les 4 paysans de la région de Toulouse**, opposés à la retraite du combattant, se sont finalement ravisés.

Ils ont décidé de créer une association, la **4ACG**, dans laquelle les anciens appelés adhérents **s'engagent à lui reverser l'intégralité de leurs pensions militaires**.

Les fonds ainsi mobilisés sont utilisés pour soutenir en **Algérie**, ainsi qu'en **Palestine**, des activités et initiatives locales : productions et équipements agricoles, formations des femmes, actions sociales et culturelles, activités sportives des jeunes, ...

Par ailleurs, la **4ACG** ayant développé une organisation nationale intervient dans les lycées et collèges pour échanger sur la guerre et la colonisation française (1830-1962), organise des voyages de rencontres et d'échanges en Algérie, des rencontres culturelles avec des historiennes et historiens, des découvertes des cultures locales.

Elle lutte avec d'autres organisations nationales (LDH, MRAP,

SOS RACISME, etc) contre le racisme dont sont encore couramment victimes nos concitoyens d'origine maghrébine.

Il y a malheureusement en France, encore aujourd'hui, des nostalgiques de l'Algérie française, qui sont figés dans la haine et le ressentiment.

Ils vantent les bienfaits de la colonisation, sont à l'initiative de statues et de plaques dans des communes françaises, en souvenir de militaires français et de **terroristes de l'OAS**.

Ainsi, en octobre 2024, a été érigée en Lorraine, dans la commune de Toul, une grande statue représentant le célèbre **général Bigeard, l'un des plus grands tortionnaires durant la guerre d'Algérie**.

Il nous appartient de faire savoir, de rappeler que les militaires en Algérie n'ont pas tous été des tortionnaires. Beaucoup se sont élevés contre cette pratique inhumaine et dégradante.

À cet égard, nous devons honorer le plus gradé d'entre eux, le général **Jacques Pâris de Bollardière**, qui en Algérie s'éleva publiquement **contre la torture**, fût sanctionné, démissionna de l'Armée, et consacra sa vie à militer et soutenir les organisations prônant la non-violence pour la paix.

Des communes en France l'ont déjà décidé et mis en œuvre.

J'en termine en indiquant que la **4ACG** apporte un soutien indéfectible à la démarche de **réhabilitation des soldats qui furent fusillés pour l'exemple**, il y a plus de 110 ans, pendant la guerre de 14-18.



Intervention de l'AFPS 07

Pour la paix, contre la guerre en Ukraine, à Gaza, et dans tant d'autres régions de conflits

armés dans le monde, nous exprimons ici notre profond attachement aux valeurs humanistes qui fondent la République française,



« **Liberté – Égalité – Fraternité** »

Un cessez-le-feu illusoire : les crimes d'Israël continuent.

L'entrée en vigueur d'un **prétendu cessez-le-feu** sous l'égide de Donald Trump le 10 octobre 2025 et la libération de tous les Israéliens vivants retenus à Gaza laissent les habitants de l'enclave sous les coups bien réels de nouvelles attaques meurtrières. Quotidiennement, **l'armée israélienne** — qui occupe toujours près de 60 % de la bande de **Gaza** — mène des « opérations de sécurisation », commet des **assassinats** prétendument ciblés, détruit des bâtiments, **assassine** des innocents, **effectue des incursions** au-delà de la zone de retrait et **multiplie tirs et bombardements** au moindre prétexte.

Contrairement à ses engagements, Israël interdit toujours l'accès de la bande de Gaza aux journalistes. Il prépare des visites strictement encadrées, uniquement dans la zone qu'il occupe, destinées à tenter de se dédouaner des **crimes commis depuis plus de deux ans**.

Israël utilise les difficultés de retrouver les dépouilles des Israéliens sous les décombres pour **violer le cessez-le-feu** alors

que personne ne semble se préoccuper des plus de **10 000 dépouilles de Palestiniens** sous les gravats depuis deux ans pour certains d'entre eux.

Depuis ce « cessez-le-feu », plus de **226 Palestiniens ont été tués**, dont plus d'une centaine la nuit du 28 octobre, parmi lesquels **46 enfants**. Malgré les appels des ONG et de l'ONU, l'aide humanitaire vitale n'entre toujours pas, ou trop peu à Gaza. Des **extrémistes israéliens** continuent de **bloquer** et de **saccager** sans être inquiétés des camions d'aide au poste-frontière de Kerem Shalom.

La stratégie israélienne reste la même : trouver un prétexte, accuser les Palestiniens, en tuer le plus possible, puis cesser les bombardements et proclamer le respect du cessez-le-feu avec le soutien de Donald Trump, lequel menace les Palestiniens d'une intervention directe « au nom de

la paix ». C'est une nouvelle forme de « Pax Americana », aux intérêts stratégiques et financiers manifestes.

Derrière les déclarations sur la paix et la nécessité pour les Palestiniens de reconstruire leur avenir - une fois « débarrassés du Hamas » - se cachent à peine des **ambitions coloniales de contrôle occidental** de l'économie palestinienne en accord avec Israël et certains États arabes : contrôle de l'aide humanitaire, programmes de reconstruction et réaménagement territorial. La parfaite symbiose entre le projet sioniste et les intérêts financiers de requins de la finance comme Tony Blair ou Jared Kushner. Les Palestiniens y seraient réduits à une main-d'œuvre à bon marché.

Le projet des uns, le mépris des autres, face à un **peuple qui résiste** à l'occupation, à la colonisation et à l'apartheid expli-



quent que ni Israël ni ses alliés occidentaux n'ont l'intention de faire cesser le **génocide à Gaza**, ou le nettoyage ethnique en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

En Cisjordanie, la **violence des colons**, avec la complicité de l'armée et les encouragements des **ministres d'extrême droite Ben Gvir et Smotrich, franchit de nouvelles limites** : pogroms, fusillades, destructions de biens, passages à tabac. La récolte des olives 2025 est particulièrement ciblée : des milliers d'arbres sacagés, les récoltes volées, des fermes et villages attaqués. Trente deux militants internationaux, **menacés par les colons**, ont été **arrêtés par l'armée**, détenus, puis expulsés.

Ces violences, qui visent à **affaiblir l'économie palestinienne** et à réaffirmer le projet **d'annexion de la Cisjordanie**, sont une réponse à la **reconnaissance récente de la Palestine** par plusieurs États et à la résolution du 18 septembre 2024 de l'Assemblée générale de l'ONU exigeant d'Israël qu'il mette fin à son **occupation** et à sa **colonisation** illégales du Territoire Palestinien.

Cette situation dramatique exige que le mouvement de solidarité reste lucide et mobilisé. Sans aucune illusion sur ce prétendu cessez-le-feu, ne baissons pas les bras. Les **crimes israéliens** se poursuivent à Gaza, en Cisjordanie, à Jérusalem Est et en Israël même : notre mobilisation unitaire reste indispensable. L'AFPS, rejointe par plus de 70 organisations, a lancé un appel pour une **grande manifestation nationale à Paris le 29 novembre** : une première en France depuis deux ans. La mobilisation collective s'im-

pose plus que jamais.

**Bureau National de L'AFPS,
3 novembre 2025**

QUAND LE MONDE DORT. RÉCITS, VOIX ET BLESSURES DE LA PALESTINE. Aux Éditions Mémoires d'en-

Francesca Albanese, née en 1977 en Italie, est juriste et Rapporteuse spéciale de l'ONU sur les droits humains dans les territoires palestiniens occupés.

Pressentie pour le Prix Nobel de la paix, elle est l'une des voix les plus respectées sur le statut juridique et la situation des Palestiniens. Admirée (ou détestée) dans le monde entier pour l'intégrité et la passion avec lesquelles elle défend les droits d'un peuple trop longtemps opprimé.

Son engagement envers le droit international et la justice lui a valu d'être sanctionnée par les États-Unis en juillet 2025, l'accusant d'activités partiales et malveillantes, d'antisémitisme et de soutien au terrorisme.

"QUAND LE MONDE DORT", ce livre inoubliable d'humanité et de dignité, raconte la Palestine. Quand le monde détourne les yeux, **Francesca Albanese** écoute et raconte, avec un courage et une éthique qui manquent trop par ces temps.

L'esprit de la Palestine vit dans les récits qui peuplent ses rues. Récits qui disent la dignité face à la souffrance, la beauté au cœur du désastre, la vérité derrière les murs. **Francesca Albanese** mêle sa voix à celles des femmes, hommes et enfants qui vivent l'injustice au quotidien en Palestine : une enfant tuée à Gaza, un

chirurgien marqué par l'horreur dont il a été témoin, une artiste exilée, un penseur juif brisé par l'apartheid. Toutes ces voix s'engagent à dire NON à l'horreur et à l'inacceptable. Lucide et troublant, Quand le monde dort est un acte d'amour, de courage et de vérité.

L'œuvre artistique qui illustre la couverture de "Quand le monde dort" de **Francesca Albanese** est de l'artiste palestinienne **Malak Mattar**. Issue d'une famille d'artistes, Malak est née à Gaza en 1999. Elle a commencé à peindre dès l'adolescence sous l'occupation et le siège militaire israéliens. Elle a obtenu une bourse en 2023 afin de poursuivre une maîtrise en beaux-arts à Londres. Francesca Albanese a rencontré Malak alors qu'elle était toute jeune à Gaza.

Un chapitre de "Quand le monde dort" est dédié à cette rencontre marquante, à l'artiste, et à la lutte qu'elle mène pour sauver sa famille du génocide. L'œuvre qui s'intitule, "You and I", est inspirée du poème du même titre que le poète palestinien Mourid Barghouti avait écrit à la mémoire de sa femme adorée, la grande écrivaine égyptienne Radwa Ashour.

Terminons par une citation de Francesca Albanese :

« *C'est lorsque le monde dort que naissent Les monstres. Et des monstres, nous en avons déjà beaucoup parmi nous. Le premier d'entre eux : notre indifférence.* »

Intervention du Mouvement pour la paix



Appel aux rassemblements pour la paix ; Souvenons-nous des morts et refusons la guerre ; Appelons à la paix, au dialogue, à la justice et à l'amitié entre les peuples !

Le 11 novembre, jour de mémoire, nous rendons hommage à toutes les victimes des guerres passées.

Mais au delà du souvenir, ce jour doit aussi être un appel à ta conscience : Plus jamais ça. Stop les guerres !

Devant les monuments aux morts, rassemblons-nous pour affirmer que la guerre n'est jamais une solution, mais toujours un échec. Elle détruit les peuples, les vies, les enfants, les rêves, les cultures et laisse derrière elle des populations meurtries. Elle ne laisse derrière elle que le deuil, la haine, des peurs, la misère et des souffrances. Elle conduit au chaos et enfante des monstruosité dont sont victimes les populations civiles.

Le sacrifice de 20 millions de personnes pendant la première guerre mondiale, de 60 millions de morts pendant la seconde guerre, la persistance des guerres au Moyen-Orient, en Europe, en Afrique et ailleurs dans le monde, nous oblige à un

sursaut citoyen. Nous devons tirer les leçons de l'histoire, résister aux logiques de guerre, de confrontation et affirmer notre volonté de vivre ensemble en paix.

Le 11 novembre, nous nous recueillons devant les morts, leur souffrance, leur humanité. Mais en même temps, nous affirmons, avec gravité et avec espoir :

Plus jamais ça, élevons nos voix pour la paix, refusons la fatalité des armes, croyons au pouvoir des peuples, au dialogue, à la fraternité humaine, transformons la douleur du souvenir en force d'espoir et la mémoire des morts en appel vivant à la paix.



C'est la paix

*Le rêve de l'enfant, c'est la Paix,
Le rêve de la mère, c'est la Paix,*

*Des mots d'amour sous les
arbres... C'est la Paix ...*

*Le père qui rentre le soir un long
sourire dans les yeux*

*Dans ses mains un panier
rempli de fruits Et sur
son front des gouttes de
sueur qui ressemblent*

*Aux gouttes d'eau gelées de la
cruche posée sur la fenêtre...
C'est la Paix...*

*Quand se referment les cicatrices
sur le visage blessé du
monde*

*Et que dans les cratères creusés,
on plante des arbres ;*

*Quand, dans les cœurs carbonisés
par la fournaise,*

*L'espoir fait ressurgir les premiers
bourgeons Et que les
morts peuvent enfin se coucher
sur le côté*

*Et dormir sans aucune plainte,
assurés que leur sang*

*N'a pas coulé en vain... C'est la
Paix....*

La Paix, c'est la bonne odeur des

repas,

*Le soir quand l'arrêt d'une voiture
sur la route Ne provoque
aucune peur,*

*Et que celui qui frappe à la
porte, ne peut être qu'un ami*

*Et qu'à n'importe quelle heure, la
fenêtre ne peut s'ouvrir*

*Que sur le ciel et laissant
nos yeux refléter comme
une fête*

*Des cloches lointaines de ses couleurs...
C'est la Paix...*

*Quand les prisons deviennent des
bibliothèques Et que de porte en
porte, une chanson s'en va dans
la nuit...*

*Quand la lune du printemps
sort des nuages semblables*

*A l'ouvrier qui le samedi soir sort
fraîchement rasé*

*De chez le coiffeur du quartier...
C'est la Paix...*

*La Paix, ce sont des meules
rayonnantes dans les champs de
l'été*

*C'est l'alphabet de la beauté
sur les genoux de l'aube.*

*Quand tu dis, mon frère, demain,
nous construirons,*

*Quand nous construisons et que
nous chantons... C'est la Paix...*

*Quand la nuit ne prend que peu
de place dans le cœur*

*Et que les cheminées nous
montrent du doigt le chemin
du bonheur,*

*Quand le poète et le prolétaire
peuvent à égalité Respirer le
parfum du grand œillet du
crépuscule...C'est la Paix...*

*Mes frères, c'est dans la Paix que
nous respirons à pleins poumons*

*L'univers entier avec tous ses
rêves...*

*Mes frères, mes sœurs,
donnez-vous la main...
C'est cela la Paix.*



**Poème du grec Yannis Ritsos
(1909-1990)**



**Intervention de CANVA
CONSTRUIRE ET ALERTER
PAR LA NON-VIOLENCE
ACTIVE**

**Soutenons les refuzniks à
toutes les guerres !**

Pour ce 11 novembre, rendons visibles et soutenons toutes celles et tous ceux qui refusent les guerres partout dans le monde.

En voici quelques exemples :

**En Russie contre la guerre
de Poutine !**

Dans un ouvrage publié en anglais *Voices Against Putin's War*, se trouvent 10 discours prononcés devant les tribunaux par des personnes opposées à la **guerre menée par la Russie en Ukraine**. La plupart d'entre elles purgent

actuellement de longues peines de prison pour des « crimes » inventés de toutes pièces par la machine répressive de Vladimir Poutine. Exemples :

1°) Deux jeunes femmes de Saint-Petersbourg, Sasha et Darya ont été poursuivies pour avoir mené les manifestations les plus pacifiques qui soient contre la guerre. Sasha qui avait affiché des messages anti-guerre sur des étiquettes dans un supermarché, a été libérée en août 2024 après plus de deux ans derrière les barreaux. Darya purge une peine de deux ans et demi de prison, essentiellement pour avoir cité en public Taras Shevchenko, le poète national ukrainien.

2°) D'autres encore, emprisonnés

pour leurs propos plutôt que pour leurs actes, militent depuis des décennies en faveur de la justice sociale et des droits démocratiques : Alexei Gorinov (conseiller municipal à Moscou qui a osé qualifier publiquement la guerre menée par la Russie de « guerre ») ; Aleksandr Skobov emprisonné pour la première fois pour dissidence politique en 1978, en Union soviétique, et qui, 47 ans plus tard, en 2025, a publié ce message provocateur sur les réseaux sociaux :

« Je n'irai pas tuer mes frères ! »

et bien d'autres encore qui résistent et persistent malgré des sanctions très dures !

**En Israël contre la guerre
de Netanyahu**

Soutenons les **objecteurs de conscience israéliens** militants de l'association Mesarvot – qui disent NON à la violence institutionnalisée en Israël, au nom d'une conviction éthique profonde : la sécurité véritable ne peut naître de la guerre. Il n'y aura pas de **paix durable en Israël sans la reconnaissance du droit des palestiniens**.

À l'initiative du **MAN Mouvement pour une Alternative Non-Violente**, deux d'entre eux vont faire une tournée exceptionnelle du 14 au 27 novembre prochain en France.

Le premier Itamar a été libéré après avoir passé **197 jours en prison**, la plus longue incarcération d'un objecteur depuis deux décennies. L'armée israélienne a estimé qu'il avait fait preuve d'un « mauvais comportement ».

Le second Soul a déclaré :

« J'ai 19 ans et je suis originaire de Tel Aviv. À 17 ans, la guerre actuelle a éclaté, mais comme beaucoup, je m'y attendais. Je savais qu'en choisissant de gouverner d'une main de fer et de maintenir des millions de personnes opprimées sous la botte, on finit par dérapier. Et je savais que cela faisait partie du processus : **la violence engendre la violence** dans un cercle vicieux, et c'est pourquoi, à 18 ans, j'ai refusé de rejoindre ce cercle, Ces deux nations, ces deux peuples, ces deux groupes, ont leurs destins étroitement liés et ne parviendront jamais à vivre en paix ni dans l'harmonie tant que l'autre n'y parviendra pas. J'ai passé environ deux mois en prison militaire. »

Et les sanctions ne sont pas terminées puisque **le statut d'objet de conscience n'est pas reconnu en Israël**, toléré pour les femmes, le service militaire obligatoire durant 2 ans et 8 mois pour les hommes et 2 ans pour les femmes et 1 an de plus pour les officiers, 4 ans minimum pour les pilotes ! Plus le temps de réserve sans fin !

À noter de nombreux réservistes ont aussi objecté et refusent d'aller sur Gaza ou en Cisjordanie !

En Palestine contre le génocide et l'occupation !

Terminons par l'écrivain et poète palestinien Ziad Médoukh résistant non-violent toujours à Gaza :



Je suis Palestinien, mais surtout,
Je suis un pacifiste palestinien,
Un pacifiste qui défie l'occupation,

Non par des armes et des pierres,
Mais avec sa plume et des idées
Qui font peur aux ennemis de la vie,

Puisque, malgré leurs mesures inhumaines,
Dirigées contre mon peuple et contre moi,

Je continuerai à défendre ardemment la paix
Et les relations pacifiques entre les peuples
Qui ont beaucoup souffert de la violence et de la haine.

Oui je resterai toujours un paci-

fiste palestinien
Car la paix est ma vie, la paix est mon espoir,

La paix est mon chemin vers l'avenir,
La paix est mon rêve d'enfance,
La paix est ma volonté de vivre,
La paix est la lumière, l'honneur,
L'amour et la fleur de notre terre.

Ziad MEDOUKH

Extrait de son ouvrage :
Poèmes d'espoir dans la douleur



Alain J.



**Prise de parole de l'UL CGT
Aubenas et Région**



Camarades, amis,
Nous sommes réunis aujourd'hui, devant ce monument aux morts pacifiste de Joyeuse, pour rappeler une vérité essentielle :

La guerre est un crime contre l'humanité, toujours, partout, pour tous les peuples.

La guerre n'est jamais une solution, elle est toujours un échec.

Le 11 novembre ne doit pas être un jour de gloire militaire. C'est un jour **pour se souvenir, pour réfléchir, et pour refuser que l'histoire se répète.**

Car pendant que nous commémorons les morts de 14-18, la guerre continue de tuer aujourd'hui.

En Palestine, des civils bombardés, des enfants massacrés.

En Ukraine, un peuple pris au piège d'un conflit sans issue.

Et ailleurs, d'autres guerres oubliées, où les puissants jouent leur domination sur le dos des peuples.

Face à ces drames, la CGT le dit clairement et fermement :

Pas un centime, pas une arme, pas une vie pour la guerre !

Aujourd'hui nous sommes devant ce monument pacifiste, érigé par des femmes et des hommes courageux, refusant l'oubli et le mensonge, nous rappelant notre devoir de mémoire.

Un devoir non pas de célébration des armes, mais **de refus de la barbarie.**

Un devoir de lutte pour la paix, pour la justice, pour la fraternité entre les peuples.

Aujourd'hui, la CGT, nous disons **non à la militarisation des esprits, non à l'augmentation des budgets militaires** pendant que l'on réduit **les moyens de nos hôpitaux, de nos écoles, de nos services publics.**

Nous disons non à la logique des blocs et des guerres économiques.

Nous disons oui à la coopération, à la solidarité internationale, à la diplomatie des peuples.

Car défendre la paix, ce n'est pas être naïf, c'est être lucide.

C'est comprendre que **la paix se construit par la justice sociale.**

Aucun peuple n'est en sécurité quand la misère, l'exploitation et l'injustice prospèrent.

Aucune paix durable ne naît de la domination ou de la haine.

C'est pourquoi, en ce 11 novembre, nous rendons hommage à toutes celles et ceux qui ont refusé de haïr, à ceux qui ont dit "non", parfois au prix de leur vie.

Nous pensons aux mutins de 1917, aux objecteurs de conscience, aux militants syndicaux et pacifistes qui, dans les pires périodes, ont maintenu vivante la flamme de la dignité humaine.

Nous pensons aussi aux fusillés pour l'exemple, ces soldats français exécutés pour avoir refusé l'absurde, pour avoir dit « non » à la boucherie.

Leur courage nous oblige.

À notre tour, **soyons les artisans de la paix, les militants du vivre ensemble, les résistants à la guerre et à l'injustice.**

Aujourd'hui comme hier, refusons la guerre, la haine et la résignation.

Nous affirmons notre espérance : une paix bâtie sur la justice, la solidarité et la fraternité des peuples.

Pas un centime, pas une arme, pas une vie pour la guerre !

Vive la justice sociale, vive la solidarité et vive la paix !



Merci



**Intervention de la
CNT interpro. Ardèche**



Chères et Chers amies,
Chères et chers camarades,
À la **CNT**, nous pensons que
le **combat pacifiste** et **anti-
militariste** est **indissociable de la
lutte syndicale** pour la défense
des intérêts matériels et moraux
du prolétariat.

Nous dénonçons la **course aux
armements** et **l'augmentation
exponentielle des budgets mili-
taires** partout dans le monde et
particulièrement en France, qui
prévoit d'y consacrer **64 milliards
d'Euros en 2027**. Dès 2026, le
budget alloué à la guerre dépassera
celui de l'Éducation et deviendra
le 1^{er} poste de dépenses de l'État.

Nous soutenons le combat, initié
par la Libre Pensée, pour la **réha-**

**bilitation des fusillés pour
l'exemple** de la 1^{ère} guerre mon-
diale et avons participé à la sous-
cription populaire qui a permis
l'érection d'un monument à leurs
mémoires, à Chauny, sur la ligne
de front.

La crise sociale, politique et bud-
gétaire actuelle dans notre pays,
l'un des plus riches de la planète,
condamne des millions de per-
sonnes

- ⇒ à ne pas pouvoir se loger et
se nourrir correctement,
- ⇒ à ne plus pouvoir se chauffer
vu le prix de l'énergie,
- ⇒ à renoncer aux soins par un
reste à charge insupportable
et par manque de profession-
nels de santé.

En résumé : à ne pas pouvoir sub-
venir à leurs besoins fondamen-
taux et à ne pas pouvoir vivre
dignement, même en travaillant.

Pourtant, les médias dominant
relayent en boucle le slogan de la
droite, du centre et de l'extrême
droite. :

« il faut faire des économies ! ».

Économies qui ne servent et ne
serviront qu'à :

- ⇒ continuer le saccage des ser-
vices publics
- ⇒ démolir pierre par pierre la
sécurité sociale en réduisant
le remboursement des médi-
caments, en augmentant le
reste à charge, en réduisant
les indemnités maladie, etc ...

Si des économies peuvent être
réalisées, c'est dans le budget de
la guerre qu'elles doivent être
faites ainsi que dans celui des
forces de répression de l'État. Les

vidéos tournées par les gen-
darmes eux-mêmes à Ste-Soline
et publiées par Médiapart appor-
tent la preuve irréfutable que
**Police et gendarmerie sont la
garde prétorienne du régime** et
qu'elles sont prêtes à blesser et
tuer les manifestants pour dé-
fendre les intérêts des possé-
dants.

Le rôle des **organisations syndi-
cales** est d'organiser la lutte des
travailleuses et des travailleurs
pour que les richesses produites
ne **soient accaparées, ni par la
classe parasite des capitalistes,
ni par les états qui détournent
l'utilisation des fonds publics**
vers la préparation de la guerre :
en 2024 les dépenses militaires
dans le monde ont augmenté de
9,4 % par rapport à 2023, pour
atteindre le niveau record de
2 370 milliards d'Euros.



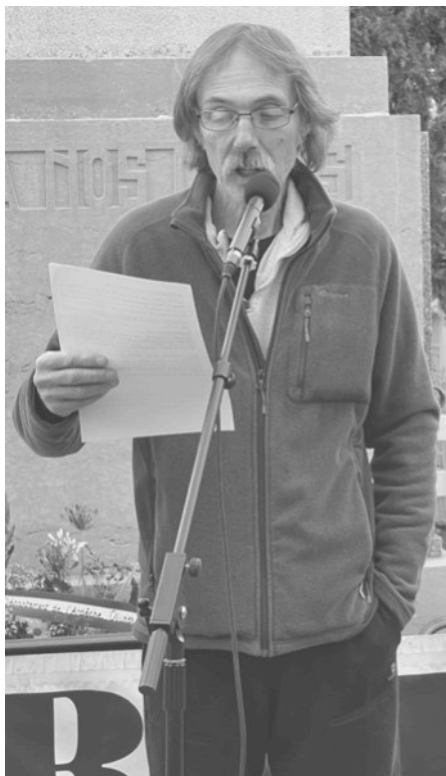
**Le combat pour le bien-être, la
paix et la liberté est primordial !**

**Vive la solidarité internationale
des travailleurs !**

**À bas toutes les armées et vive
la Sociale !**



Intervention de la FA 07



Bonjour à toutes et tous et réciproquement,

Le groupe d'Aubenas de la **Fédération anarchiste** a, une fois de plus, tenu à participer au rassemblement au monument pacifiste de Joyeuse, **monument sans citations patriotiques ou nationalistes**.

Il y a cinq ans, il n'y a pas eu de rassemblement. Nous étions en guerre contre l'ennemi viral venu de l'Est. « **En guerre** », formule utilisée par **le locataire de l'Élysée**. Nous avons ensuite, toujours selon le même personnage, été en guerre contre la dénatalité avec appel au « **réarmement démographique** ».

Guerre, que ce mot sonnerait chaleureusement s'il était utilisé pour « guerre à l'inégalité », « guerre à la pauvreté », « guerre à l'exclusion », « guerre à l'obscurantisme », « **guerre au capitalisme** ».

Mais ce n'est pas dans le registre du progrès pour l'humanité que nous retrouvons ce terme. « **Guerre** », c'est le mot salement tendance du moment.

Il y a les guerres lointaines, le Soudan, pour nous tenir en alerte. Mais qui connaît la rivalité entre les Dinkas majoritaires et les Nuers, entre 2 chefs jusqu'aboutistes dopés au pétrole du Darfour. Et tant pis pour les civils. Il existe un proverbe africain : « Quand il y a deux éléphants qui se battent, c'est l'herbe qui prend. »

Et puis il y a la guerre voisine qu'on nous vend comme toute proche et contagieuse... Et c'est la valse des Cassandres, galonnés ou non, qui se bousculent sur les plateaux télé complaisants. **À quand une rubrique « prévisions militarologiques »** à la fin des journaux d'info, juste avant la Bourse. La Bourse qui enregistre de fortes hausses pour les marchands de mort. Le réarmement industriel a trouvé son fer de lance ; le réarmement du pays. Les va-t-en-guerre pavoisent. Les reste-en-peace sont vite disqualifiés par les « para bellum ».

Aux côtés de grands groupes comme Airbus Defense and Space, Cegelec Defense, Thalès et Safran on trouve 4.500 boîtes sous-traitantes des marchands de mort. L'Etat va-t'en-guerre lance la Base industrielle et technologique de défense (BITD). L'heure est aux économies ? Pas pour la défense. 1,7 milliard d'argent public pour les investissements, livret d'épargne destiné aux investissements militaires et accessible à partir de 500 euros.

Les ouvriers de l'industrie de la mort dans tout ça ?

Jeudi 23 octobre, comité social d'entreprise extraordinaire à la Fonderie de Bretagne à l'initiative des syndicats qui s'inquiètent de l'absence de production, et d'un chiffre d'affaires revu à la baisse. « *on devait fabriquer 250.000 corps d'obus d'ici fin de l'année 2025, on en fera zéro.* » *dixit le délégué syndical.*

Comment peut-on accepter de fabriquer la mort d'autres humains sous prétexte de gagner sa vie ?

La question doit-elle être posée.

Une guerre à ne pas oublier : celle du terrorisme des États pour faire taire leurs opposants. Une pensée solidaire pour Mickaël, Serge, Alix, Olivier ainsi que pour toutes les autres victimes de la violence étatique. Les blessures ont été causées par des militaires français utilisant des armes « made in France ».

Alors va-t'en-guerre,
va-t'en !

Militaires de tous les pays cassez-vous... **désertez**.

Les peuples en ont soupé de toujours se serrer la ceinture alors que des sommes monstrueuses sont engouffrées pour la poudre, le sang, la mort, le profit de capitalistes toxiques. Ils aspirent à la paix, aux rires des enfants, à la musique qui ne marche pas au pas, à la justice sociale, à la liberté. Oui à la vie, à bas toutes les armées.



**Ni Dieu ni maître,
ni État ni major,
ni état-major.**

Intervention du PCF 07

Planète, Paix : le double combat



Comme il y a plus d'un siècle, les conflits qui déchirent le monde aujourd'hui trouvent leur source dans **les rivalités des puissants, l'accaparement des ressources et la décomposition des sociétés**. Les séquelles du **colonialisme continuent** de produire leurs ravages.

En France, le pouvoir actuel fait de la « défense européenne » le cœur d'un projet néolibéral et du **commerce des armes un pilier**

de sa compétitivité. Le budget militaire, engloutissant des sommes faramineuses pour l'arme nucléaire, ne cesse de croître au détriment des besoins sociaux : plus de 58 milliards d'euros en 2025, un chiffre qui a doublé depuis 2017.

À l'échelle mondiale, l'Occident concentre une part colossale des dépenses militaires – environ 2 000 milliards – tandis que sont relégués au second plan les impératifs de santé, d'éducation, de services publics, de développement industriel local et de solidarité internationale.

Les droites et extrêmes droites, serviteurs des capitalistes, propagent des idéologies guerrières fondées sur la manipulation, la peur, la haine et l'exaltation d'une « identité » fermée. Leur vision est hiérarchique : une oligarchie décide pour tous, « tous » étant les peuples, les animaux et l'ensemble du vivant.

Non, **la course à l'armement n'assure pas la sécurité**. C'est de paix dont nous avons besoin.

Les guerres, qu'elles se déroulent

au Liban, en Libye, en Syrie, au Soudan, au Yémen, au Sahel, en Ukraine, au Mali ou en Palestine – où un peuple est affamé, tué, massacré, victime d'un **génocide mené par les fascistes israéliens** – constituent un échec absolu. Rappelons-le : 56 à 58 conflits ensanglantent la planète.

Ces guerres aggravent toutes les crises : sociales, économiques, écologiques, sanitaires, politiques. Elles détruisent les vies, les habitats, les hôpitaux, les forêts, les cultures, les animaux... Comment reconstruire quand tout est ravagé ?

Seule la Paix est la réponse politique aux exigences sociales, économiques, démocratiques et humaines. Seule la Paix répond à l'urgence climatique. Ne nous y trompons pas : la guerre commerciale mène inévitablement à la guerre tout court.

Il nous faut bâtir, partout, des logiques de coopération, de partage, d'entraide et de solidarité. Bref, faire prévaloir l'humanité.



Parti Communiste Français





Intervention de LFI

Les membres de la France Insoumise du sud Ardèche souhaitent comme chaque année rendre un **hommage aux très nombreuses victimes de la Grande Guerre**. Toutes ces victimes, vies fauchées souvent dans leur jeunesse, resteront toujours une meurtrissure, et si nous sommes tous encore là chaque année, malgré tout, un siècle plus tard à nous recueillir, c'est parce que les guerres laissent des traces de générations en générations.

Une guerre n'est pas une fatalité due à un cataclysme naturel. Une guerre est un choix politique. Par conséquent, nous voulons solennellement alerter sur l'aspect non inéluctable d'un tel désastre. Aujourd'hui, au lieu de la transition écologique indispensable, nous voyons une guerre être planifiée.

Il y a quelques mois, Trump fit l'injonction à l'Europe de consacrer 5% de nos richesses nationales pour acheter des armes, et en réponse, bien obéissante, l'Europe, par la voix de Van der Leyen, annonçait officiellement, sans aucun vote, un investissement de 800 milliards d'euros d'ici 2030. L'Espagne a dit non. La

France aussi peut dire non. C'est un choix, une décision politique.

À ce jour, le **président Macron** choisit non seulement de persister dans son déni de démocratie, en ignorant le résultat des urnes de juillet 2024, mais il décide aussi de nommer expressément **Premier Ministre Sebastien Lecornu**, précédemment ministre des armées. Ce n'est pas une coïncidence, et rappelons que c'est en tant que Ministre des Armées qu'il a menti à la nation, en niant les ventes d'armes à Israël. Ces exportations de matériel militaire vers Israël sont pourtant largement documentées.

Macron a donc non seulement soutenu diplomatiquement la politique d'extrême-droite de Netanhayou avec la désormais fameuse phrase « ils ont bien le droit de se défendre », mais a aussi fourni la possibilité matérielle de perpétrer un génocide contre la population palestinienne civile de Gaza. Il soutient en toute tranquillité un dirigeant criminel qui est sous mandat d'arrêt international.

Ainsi, ce 11 novembre, notre pays commémore les morts tombés il y a plus d'un siècle, tout en

participant indirectement à plusieurs massacres de masses en cours, et cette année encore, **la France est classée en deuxième position mondiale pour les exportations d'armes et matériels militaires.**

Les 800 milliards d'euros que l'Europe s'apprête à consacrer aux armées est exactement la somme qu'il nous faut investir dans la transition écologique. Nous vivons dans un monde qui voit s'écouler les écosystèmes avec la sixième extinction des espèces ainsi qu'un emballement climatique vertigineux, alors la question est : allons-nous nous laisser préparer une guerre, avec les conséquences absolument imprévisibles que cela engendrerait, ou allons-nous choisir la paix, la vie et un avenir ? Il y a deux options : guerre généralisée ou transition écologique ?

Nos dirigeants « va-t'en guerre » font le calcul très cynique de vouloir nourrir, encore et toujours plus, un capitalisme affamé. Cet ogre bien réel qui avale tout, qui tue tout... Nous devons aujourd'hui absolument lutter contre la progression de cette idée mortifère et lugubre qui chemine dans les instances européennes et dans nos ministères.

Sans un rebond de bon-sens indispensable, il n'y aura plus personne dans 100 ans pour commémorer les morts que cette folie provoquerait. Rien n'est jamais écrit ou déterminé d'avance. Il n'y a pas de fatalité.



Nous sommes insoumis au capitalisme puisqu'il détruit la vie.

POI 07-26

A mis et camarades,
Avant d'être assassiné en 1919, **Karl Liebknecht** disait : « **L'ennemi principal est dans notre propre pays** ».

Dans notre propre pays ? Il y a 111 ans, **Jean Jaurès** était assassiné, premier « **fusillé pour l'exemple** » : avec d'autres militants, il refusait d'entrer dans l'Union Sacrée et de se faire complice de la **première « boucherie » impérialiste** mondiale.

Dans notre propre pays ? Qu'en est-il aujourd'hui ?

Un **gouvernement Macron-Lecornu**, ultra-minoritaire, et qui, dans la suite de ses prédécesseurs, refuse encore et toujours de réhabiliter collectivement les « **fusillés pour l'exemple** » ! Ils craignent qu'une telle réhabilitation affaiblisse l'autorité du commandement militaire, au moment où l'on envisage **d'embrigader la jeunesse pour la transformer en « chair à canons »** !

Des gouvernements, qui n'ont pas cessé de **soutenir Netanyahu et de livrer du matériel militaire à l'État d'Israël**, se rendant ainsi complices d'une **destruction physique et systématique** de toute une population, ce que les instances internationales ont reconnu comme étant un génocide.

Des gouvernements qui, depuis plus de 2 ans, poursuivent en justice (pour « antisémitisme » ou « apologie du terrorisme ») ceux qui exigent le « cessez-le-feu » réel et le passage immédiat de l'aide humanitaire pour un peuple écrasé sous les bombes.

Un **gouvernement Macron-Lecornu** qui veut imposer **7 mil-**

liards de plus pour la guerre en volant 7 milliards sur le budget de la santé et des retraites !

Pour cela, il s'apprête à utiliser tout l'arsenal antidémocratique restant de la 5^{ème} république (Sénat réactionnaire, ordonnances, lois spéciales...) pour essayer de faire passer en force toutes les mesures de régression contenues dans son budget de misère.

Un gouvernement qui **refuse d'abroger la réforme des retraites**, pour financer la guerre : et les soutiens de **Macron** (directs ou indirects) osent considérer sa « suspension » comme une « avancée » sociale !

Un gouvernement qui fait monter le RN avec tout ce que cela comporte de régressions racistes et de remises en cause des droits pour tous.

Un gouvernement entièrement soumis aux exigences et aux directives du **capital financier international** et à l'**impérialisme** le plus « puissant », mais celui-ci ne vient-il pas de subir une défaite cuisante et sans précédent avec **la victoire de Zohran Mamdani** à New York. Pour des millions d'exploités à travers le monde c'est assurément un point d'appui pour résister à la régression sociale dans leur propre pays !

Alors, dans notre propre pays ?

Pour le **Parti Ouvrier Indépendant**, aucun compromis n'est possible avec un gouvernement qui défend les intérêts des milliardaires et des spéculateurs, qui bafoue quotidiennement la Démocratie et nous prépare à la guerre !

Ainsi, Macron et ses ministres sont nuisibles à la population et à la Paix : Il est donc urgent et né-

cessaire **qu'ils dégagent tous, Macron en premier !**

Pour conclure, nous disons qu'il est encore temps de **mettre en échec « la marche à la guerre »** ! Car ce n'est pas quand la guerre est déclenchée qu'il faut s'organiser, mais avant !

C'est ce qu'ont exprimé les milliers de participants au meeting international « **Non à la guerre** » du 5 octobre dernier à Paris : ils ont appelé à **poursuivre le combat** en se rassemblant au niveau **international** pour préparer un nouveau meeting « **contre la guerre** » au mois de juin 2026 à **Londres**.

Nous ne lâcherons rien et nous chercherons **l'unité** avec tous ceux qui veulent rompre avec ce vieux monde et ses institutions, **pour la paix entre les peuples**, aux côtés d'organisations qui tiennent bon et tiennent parole.

Et nous rappelons les mots d'ordre conformes à l'esprit et aux traditions du mouvement ouvrier international :

Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ! Droit du peuple palestinien à la vie ! Droit à sa souveraineté !

Arrêt immédiat de la colonisation et de la répression en « Cisjordanie » !

Non à toute forme d'Union Sacrée ! Réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple !

Maudite soit la guerre, sous toutes ses formes ! Maudits soient ses auteurs, et leurs complices !



Et Vive la solidarité internationale des travailleurs et des peuples !



Le samedi 6 décembre une jolie troupe de Libre Penseurs Ardéchois et Drômois se sont retrouvés à la gare de Valence TGV afin de se rendre au meeting célébrant les 120 ans de loi de séparation des Églises et de l'État, dite Loi de 1905.



Le matin s'étaient tenues à la grande loge et sur inscription, deux tables rondes sur le thème de la laïcité.

Étant donnée la distance, seule la participation au meeting nous était possible.

Sans encombre après un court voyage en métro(politain), nous avons rejoint la Bourse du Travail et les centaines d'autres participants au meeting.

Nous avons retrouvé beaucoup de camarades Libre Penseurs venus, comme nous, de loin.

En plus des courtes présentations des organisateurs, 24 interventions d'organisations diverses étaient prévues.

Il y eut évidemment beaucoup de temps forts, et la première intervention par Nicolas Cadène de la **Vigie de la Laïcité** donna le ton, sans compromissions, incisif et connaissant parfaitement le sujet.

Mornia Labssi de l'Association « **Coudes à Coudes** » livra une

intervention/témoignage extrêmement forte, du point de vue d'une « femme racisée musulmane », les conséquences des dernières lois type « séparatisme » ont de lourdes conséquences sur le quotidien et les droits de nos compatriotes pratiquants ou simplement de confession, réelle ou supposée, musulmane.

Pierre-Yves Modicom a pris la parole pour la **Fédération Nationale de la Libre Pensée**. Il a été percutant et a rappelé que la Libre Pensée et les organisations présentes ce jour étaient prêtes à riposter afin de clarifier le principe de la laïcité et lutter contre les exclusions que permettent son dévoiement. Le plan de sortie du financement de l'école confessionnelle, financement permis par la loi Debré depuis près de 70 ans et symbole du vrai séparatisme catholique, a été esquissé par la Libre Pensée. Les autres organisations vont s'en saisir à nos côtés, collectivement, pour qu'un plan détaillé prenne forme. Cela ne doit pas rester un vœu pieux.

Nombreuses sont les organisations ayant dénoncé le financement public de l'enseignement privé (en grande majorité catholique) et « fonds publics à l'école publique ! Fonds privés à l'école privée » a fait partie des éléments souvent mentionnés.

Elsa Walter a pris le micro au nom de l'**Association pour le Droit de mourir dans la Dignité** et a exprimé que la laïcité est un élément indispensable pour que chacun.e puisse choisir sa mort. Elle s'étonnait que soit convoquées les organisations religieuses lorsque doit être effectuée une évolution du code de la santé publique.

Tout comme le représentant de la **Fédération française de Crémation** qui rappelait que la mort pouvait nous être confisquée jusqu'au choix de ses obsèques. Il appelait à un service public des obsèques.

De nombreux syndicats comme la **Fédération Syndicale Unitaire (FSU)**, la **Confédération CGT-Force Ouvrière**, la **FNECFP – Force Ouvrière**, la **Confédération CGT**, la **FERC-CGT** (a parlé aussi au nom de l'Union des Syndicats CGT de l'Éducation nationale), **SUD-ÉDUCATION**, **SE-UNSA**, **Émancipation Tendance Inter-syndicale**, ont rappelé la nécessité de la loi de 1905, toute la loi, rien que la loi et surtout l'abrogation de la loi Debré. Ainsi que la Ligue de l'enseignement et les Francs-Maçons.

L'**Union Rationaliste** était représentée par Emmanuelle Huisman-Perrin qui rappela le début de l'Union Rationaliste, dans les années 30, dans un climat de montée des mouvements fascistes, de son rôle dans la radio diffusion des grandes découvertes scientifiques, de la lutte contre l'ignorance, pour le développement de l'esprit critique, de la liberté de penser et la libre expression. Autant d'éléments qui nécessite le socle de la laïcité.

Sylvie Braibant des **Amis de la Commune de Paris de 1871** fit une brillante intervention qui rappela que bien avant 1905, les Communards mirent en place la Séparation des Églises et de l'État dès le 3 avril. Elle a appelé à garder vivante la mémoire de la Commune, moderne à bien des égards.

Mariama Sidibé pour **La marche des solidarités**, en parlant du sort des sans-papiers, rappela qu'il ne peut y avoir de laïcité sans démocratie, sans justice, sans égalité en droits.

Il y eut également quelques interventions d'organisations étrangères comme **Américains-Unis pour la Séparation** pour laquelle Rob Boston prit la parole, sans traduction et ce fut un des points négatifs de la journée pour les camarades qui ne maîtrisent pas suffisamment l'anglais.

Rob Boston a évoqué la situation compliquée des États-Unis aujourd'hui, subissant le second mandat de Donald Trump. Pourtant pionnier en matière de laïcité, puisqu'elle est inscrite dans la constitution, il explique qu'on ne peut plus compter aujourd'hui sur les USA pour montrer l'exemple. La notion même de vérité n'existe plus. Les droits des femmes, des minorités ethniques et de genre sont en grand

danger dans une nation où la démocratie et la justice n'existent plus.

Keith Porteous Wood, **Expert international à l'ONU**, Britannique, a pris la parole pour parler des crimes sexuels de l'Église et souligner l'ironie des commissions d'« auto surveillance » des Églises en matière de crimes. Le nombre de victimes est estimé à 330 000, donc sans doute, beaucoup, beaucoup plus en réalité. Les auteurs de ces crimes et ceux qui les ont couverts n'ont subi aucune procédure judiciaire. Il explique que la cour de cassation s'est agenouillée devant l'Église. Le comité des droits de l'enfant de l'ONU est ignoré par l'État français.

Keith rappelle que la laïcité sert aussi à ce que l'Église ne demeure pas au-dessus des lois.

Aires Rodriguez – ancien Député socialiste du Portugal a pris la parole pour expliquer la difficile situation des Portugais, qui se préparent à une grève générale, la première depuis 12 ans pour dénoncer les attaques contre la sécurité sociale, le système éducatif, et toutes les conquêtes sociales arrachées par les Portugais depuis la fin de la dictature il y a 48 ans.

Pour **Humanists International**, Yvan Dheur rappelle que les non croyants sont une majorité dans

le monde et que c'est une « communauté » qui ne cesse de s'agrandir. L'association dont il fait partie observe le statut mondial de la laïcité. Il appelle les athées, les libres penseurs et les défenseurs de la laïcité en général à s'unir à travers les pays et continents.

Christian Eyschen pour l'**Association Internationale de la Libre Pensée** a clôturé les tours de parole, a rappelé la nécessité d'agir contre le financement public de l'enseignement privé, d'obtenir justice et réparation pour les victimes des crimes de l'Église, la nécessité de lutter contre la guerre et les crimes de guerre, contre la militarisation de la société. Il a terminé en déclarant que la liberté est une aspiration universelle et que la laïcité en est un des garants.

Le meeting s'est terminé par la lecture de la déclaration du 9 décembre 2025, fruit du travail de la rencontre ayant eu lieu le matin même.

Nous sommes ensuite repartis en métro puis en TGV sans encombre, jusqu'à Valence, et avons regagné nos pénates, fatigués mais plus motivés que jamais à défendre la laïcité.



E.M.



**Intervention de
la FDLP 07-26**



Citoyennes, citoyens, ami(e)s et camarades,

En 2012, **La fédération Ardéchoise et Drômoise de la Libre Pensée** s'est associée au rassemblement devant la statue de l'Insurgé.

Depuis, elle le perpétue et le temps d'un rassemblement elle redonne vie **aux milliers d'insurgés qui ont bravé l'autorité et ont subi la féroce répression** des troupes d'une république, qui d'ores et déjà, n'en avait plus que le nom.

Nous débutons souvent ce discours, en parlant de **1848**, de **Louis Napoléon Bonaparte** élu, qui fait promesse de laisser au bout de 4 ans « *le pouvoir affermi, la liberté intacte, un progrès réel accompli.* »

D'un certain **FERLAY** nommé **préfet de la Drôme** qui se dépêche d'assurer l'évêque « *de ses bons sentiments en faveur de l'ordre et de la religion* ».

De la population Drômoise qui déchante alors que **le préfet renforce l'appareil de répression et de surveillance**, alors qu'il interdit les clubs qu'il qualifie de sociétés secrètes, qu'il fait la chasse aux opposants.

Du spectre de l'insurrection gronde...

Concrètement, quelles sont les conditions de vie des habitants de la région, qui font le terreau de la révolte à venir ?

Énormément de Drômois sont paysans, beaucoup d'entre eux sont ouvriers agricoles à la journée.

Les salaires sont très bas, on peut travailler **à partir de 8 ans et 12 heures par jour**.

Il existe des règles mais les commissions chargées de les faire respecter **sont contrôlées par le patronat**.

il y a très peu de transports publics, **dès 8 ans**, les travailleurs doivent partir dès l'aube, marcher dans le froid, se rendre aux ateliers. On mange peu et mal, on travaille dans l'humidité.

Les syndicats et le droit de grève sont interdits.

On met les enfants au travail puisque l'école n'est ni gratuite, ni laïque, ni obligatoire.

L'analphabétisme est estimée à entre 50 à 70 % chez les ouvriers et paysans.

Les conditions de logement sont impensables, manque d'hygiène, insalubrité. La mortalité est extrêmement élevée, on meurt « d'une fièvre », de la tuberculose, du choléra.

Les possédants et le clergé local marchent main dans la main pour garder les ouvriers à la place qu'ils pensent être la leur, toutes idées d'augmentation de salaire et les patrons font la promesse de la ruine de la nation.

Monseigneur Chatrouse, Évêque de Valence, rallié à Louis Napoléon Bonaparte dira « un mot produit tous nos malheurs [...] c'est le mot liberté. »

La dispersion et la mobilité de la population ouvrière ne facilitent pas la transmission des informations, la passation d'une certaine culture politique et donc de l'envie de s'organiser. Les ouvriers sont maintenus seuls et ignorants de leurs nombres et rien ne facilite la rencontre qui pourra faire émerger la conscience de sa condition.

Il faut payer 200 francs d'impôt pour s'inscrire sur les listes électorales, cela représente moins **d'1 % de la population**. Il y a des écarts de niveaux de vie sidérants entre les pauvres et les riches et pourtant une certaine catégorie intermédiaire, trop pauvre pour voter, mais éduquée, maîtrisant l'écrit, souhaite conquérir une part du pouvoir politique.

Ils fréquentent quelques fois **les loges maçonniques**, et sont habités par **l'esprit démocratique et d'un certain anticléricalisme**.

Après presque un demi siècle de règne napoléonien et de monar-

chie, la **révolution parisienne de février 1848**, le rétablissement de la république, la devise « liberté, égalité, fraternité », le retour de la liberté de réunion, des journaux, le suffrage MASCULIN font naître énormément d'espoir chez le peuple.

On (re)plante des arbres de la liberté, on organise des banquets républicains ...

Mais la difficile réalité rattrape les symboles et le peuple tarde à ressentir les effets réels de la république sur son quotidien.

Les premiers troubles ne tardent pas à apparaître et laisse présager la suite.

A partir de **juin 1849 la Drôme est en état de siège** et le système répressif s'installe. Mais **une résistance s'organise**.

Après 1850, Ferlay, le préfet est alerté d'un projet d'insurrection. L'étau se resserre et la tension monte.

Les premières révoltent éclatent à Saulce, à Grane et à Divajeu.

Le 2 décembre 1851, Louis Napoléon Bonaparte, qui n'a l'intention de rendre ou de ne passer le pouvoir à quiconque, lance les opérations d'un coup d'État qui va lui permettre de rester à la tête du pays. **20 ans de plus**.

Voilà, la goutte d'eau, qui fera déborder le vase.

L'article 35 de la Constitution de l'an I nous dit :

«Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs».

*Et malgré les conditions que je viens d'énoncer, les Drômois semblent s'en souvenir **en 1851** et vont faire preuve d'un grand courage.*

*Qu'est-ce qui peut sembler **plus légitime que l'insurrection** pour un peuple dont le pouvoir ne respecte même pas le résultat des urnes ?*

Le 11 septembre 1910 pour inaugurer la statue en souvenir de l'insurrection contre le coup d'État, on assista à une grande marche dans la ville de Crest, à un discours du Maire au pied de la statue. Drapeaux tricolores et fanfare. La république en fête.

Puis la Statue sera démontée sous Vichy sous le prétexte que le cuivre est précieux mais surtout parce que le symbole qu'elle porte est dangereux pour ce régime autoritaire. La république ne sourit plus.

C'est en **1991** que la statue ici présente est ré installée sur l'initiative et après une souscription menée par **Albert Fié et Jean-Pierre Tabardel**, maire de Crest de 1989 à 1995.

Les années passent, et il est aisé de voir que certaines choses semblent se répéter, inlassablement.

Si l'ordre bourgeois et réactionnaire semble infatigable, il faut qu'il sache qu'en face de lui, **les partisans des lumières, les libres penseurs, les forces démocratiques et sociales le sont davantage encore**.

Elles et ils ont derrière eux, une très longue histoire de luttes et de victoires.

La **statue de l'Insurgé** témoigne de cette mémoire qui traversent les époques à travers les générations « et ressurgit de manière imprévisible, incarnant l'exigence inlassablement réitérée de justice sociale, de paix, de liberté et de démocratie ». (JD)

La Libre Pensée sera toujours du côté **des défenseurs des libertés démocratiques** et appellera à se souvenir de l'insurrection des Drômois contre **le coup d'État de Napoléon, le petit**, tant qu'il le faudra.

**Ni dieu ni maître,
à bas la calotte
et
vive la Sociale !**



(Intervention rédigée par notre camarade Emile Monsillon)

Retrouvez l'émission de radio revenant sur l'histoire de l'insurrection de Crest.



Intervention de LFI



Au nom des **Insoumis de Crest** et du département, j'ai déposé de modestes pensées devant cet Insurgé, clin d'œil à la **Libre Pensée** avec laquelle nous partageons l'**attachement inconditionnel à la laïcité et à sa défense**. Je tiens à remercier la fédération 07-26 de la Libre Pensée qui nous donne, chaque année depuis 2012 au pied de ce jeune paysan défiant du regard la tour-prison de Crest, l'occasion de commémorer une page héroïque de l'histoire de la Drôme, et de rendre **hommage aux 10 000 Insurgés drômois** qui, après le coup d'État de Louis Napoléon Bonaparte le **2 décembre 1851**, se sont révoltés contre la misère de leur condition et pour dénoncer les libertés bafouées par celui que Victor Hugo appellera, par dérision, « **Napoléon le petit** ». Comme les **Gilets Jaunes** il y a 7 ans, ils exigeaient, eux aussi, la reconnaissance de leur

dignité telle qu'elle est due à chaque citoyenne et citoyen. Je ne retracerai pas l'histoire de cette insurrection que vous avez maintes fois entendue, mais je tiens à votre disposition le récit des événements tels qu'ils se sont déroulés ici.

Par contre, en cette circonstance, comment ne pas faire le lien avec la situation que nous vivons ? Celle d'une **monarchie présidentielle** à bout de souffle et d'un « Méprisant » intronisé par une **oligarchie de milliardaires** assoiffés de profits, prêts à tout pour conserver leurs privilèges et le pouvoir de dominer les « gueux » que nous sommes. Sans doute ont-ils choisi ce personnage pour sa perversité machiavélique qui l'a amené à détruire peu à peu notre France, celle du **Conseil National de la Résistance** et de ses acquis sociaux : tout brader, tout privatiser, tel était leur projet !

Alors, au lendemain du vote du budget de la Sécurité sociale, je suis fier de pouvoir dire que la **France Insoumise**, lâchée par les socialistes et les verts, est la seule force de gauche à avoir tenu la tranchée et respecté le mandat donné par les électeurs du **Nouveau Front Populaire** : rompre avec la politique de malheur du duo infernal **Macron/Lecornu**, sans compromis, sans compromission, sans « mieux que rien ». Maintenant, nous attendons avec impatience le moment de **censurer ce gouvernement** voire de **destituer le monarque**.

À la différence des Insurgés de

1851, la Révolution, nous ne la ferons pas désorganisés, les armes à la main. Nous la ferons en brandissant notre programme de rupture avec le **capitalisme néolibéral**, nous la ferons dans les urnes car voici qu'arrivent des échéances cruciales. En mars, les municipales. Pour nous, la commune est essentielle car c'est le premier maillon de la démocratie. Alors, d'ores et déjà, de nombreux Insoumis engagés dans plus de 500 villes ou villages se mettent en ordre de bataille, afin de faire progresser et adopter les mesures qui permettront d'améliorer concrètement la vie des gens... Puis, en 2027, ou avant, la présidentielle... et là, il sera impératif de gagner pour faire échec au RN, à son idéologie raciste et fascisante, à sa politique de soutien aux plus riches malgré ce qu'ils en disent. Gagner aussi pour, enfin, installer une 6e République dans laquelle la **démocratie rimera avec l'écologie et la justice sociale primera sur le profit**. Alors, le peuple ayant écrit lui-même la nouvelle constitution pourra retrouver la souveraineté qu'on lui a trop longtemps confisquée.

Pour y parvenir, nous y mettrons toutes nos forces militantes, vous pouvez compter sur nous, mais nous aurons aussi besoin de vous tou-tes, car c'est ensemble, dans l'Union Populaire, que nous le ferons !



Intervention du PCF 26

Commémoration de l'insurrection pour la République démocratique et sociale, contre le coup d'état de Louis Napoléon Bonaparte, en décembre 1851.

Nous célébrons l'intervention citoyenne contre le coup d'état de Louis Napoléon Bonaparte contre la République.

Et aujourd'hui, l'incertitude est grande sur le fonctionnement de nos institutions et de notre démocratie.

L'été **2024**, le **Président de la République** a dissous l'Assemblée Nationale. Les élections ont donné au **Nouveau Front Populaire** une majorité relative. Mais, tout à sa politique de déni de la démocratie, Macron a nommé des Premiers ministres dans ses rangs, qui se succèdent à un rythme rapide **4 gouvernements en un an et demi** : Barnier, Bayrou, Lecornu I, Lecornu II – avec de longues périodes creuses entre les nominations.

Après l'usage abusif du 49.3, nous subissons toujours le mépris du pouvoir en place, alors que l'extrême droite est en embuscade.

Mépris de la représentation nationale

- Mépris de l'Assemblée Nationale et des députés, qui devraient dire ce qu'est l'intérêt général mais sont coincés dans des débats de stratégie.
- Mépris du Sénat, représentant des collectivités territoriales.
- Mépris du Conseil Économique, Social et Environnemental, repré-

sentant de la « société civile ».

Mépris des collectivités locales

- Étranglement financier.
- Dérèglement du coût de l'énergie.

Mépris des corps intermédiaires

- Pseudo-concertation avec les syndicats ; on parle même de « conclave » !

Mépris des citoyens et de leur vote.

Mépris du patrimoine commun :

démantèlement des services publics, de la Sécurité Sociale, désindustrialisation (ex : Brandt, Vencorex...).

Oui, les institutions de la Vème République sont à bout de souffle et il faut les changer. Oui, dans ce pays, nous avons besoin de plus de démocratie :

- Démocratie citoyenne, démocratie économique, démocratie sociale.
- Démocratie dans la cité, démocratie au travail.

Vive la République Démocratique et sociale ! Vive la Paix !



(Crest, 14 décembre 2025
Intervention de C. Panne, pour la
section de Crest du
Parti Communiste Français.)



**Déclaration du POI 07 et
26 le 13 décembre 2025**



Ami(e)s et camarades,
Les fédérations drômoise et ardéchoise du Parti Ouvrier Indépendant saluent, comme chaque année, la mémoire des insurgés de 1851, qui ont eu le courage de dire NON !

NON au coup d'État ! NON au bonapartisme ! Non à la dictature !

Ils se sont dressés pour défendre la République ...

Cette année, c'est le 120^e anniversaire du vote de la loi du 9 décembre 1905, fondement de la République laïque, mais utilisée frauduleusement par le gouvernement **MACRON – LECORNU** pour le compte d'un « racisme d'État » ..., c'est à dire contre la République !

Et cette année encore, le génocide en Palestine se poursuit, sous l'Egide de Trump, avec la complicité des gouvernements des pays de l'Union Européenne qui refusent toujours d'appliquer les sanctions de la Cour Pénale Internationale à l'encontre de Netanyahu et qui continuent à lui livrer du matériel militaire...

Dans notre propre pays, des manifestations ont été interdites, des

organisations qui, depuis plus de deux ans, exigent le « cessez le feu ! », ont été l'objet d'une campagne haineuse de calomnies, accusées d'antisémitisme, d'apologie du terrorisme.

Mais le 29 novembre dernier, c'est par centaines de milliers que des manifestants, ont exprimé la solidarité internationale des travailleurs et des peuples **le même jour dans tous les pays !**

En France ce même gouvernement MACRON – LECORNU ultra - minoritaire, et de plus en plus isolé, a décidé d'augmenter les exonérations patronales, de supprimer des milliers de postes d'enseignants, de consacrer des milliards d'euros en moins pour la santé, et des milliards d'euros en plus, ...pour l'armée ! Il n'a pu faire voter son budget de misère qu'avec la complicité de ceux qui n'ont pas été élus pour cela et qui donc ont trahi leurs électeurs.

Et le gouvernement Macron-Lecornu, par la voix de son chef d'Etat Major des armées, a osé demander aux parents de se préparer à voir leurs enfants alimenter le stock de ...chair à canon !

Le POI, entièrement engagé au sein de la France Insoumise, se félicite du vote unanime des députés LFI contre l'augmentation de 6,7 milliards du budget 2026 de la défense, donc de la guerre !

Le POI se félicite également de la victoire obtenue par les députés LFI, s'appuyant sur la détermination et la mobilisation des salariés, avec le vote de la « nationalisation d'Arcelor-Mittal » à l'assemblée nationale.

Mais ce gouvernement, ne connaît qu'une seule règle : la sou-

mission aux exigences du Capital financier international et à l'impérialisme américain, qui vient de subir une défaite historique à travers l'élection de Mamdani.

Alors, amis et camarades,

Pour le Parti Ouvrier Indépendant, 174 ans après la résistance au coup d'Etat de Louis Napoléon BONAPARTE, que signifie être « insurgé » aujourd'hui ?

- c'est refuser l'Union sacrée destinée à accompagner la régression sociale !

- c'est dire « Non au coup d'Etat permanent !

- c'est aider à la résistance et à la mobilisation pour chasser Macron et ses budgets de misère

- c'est combattre pour la démocratie et les libertés, donc pour l'abrogation de la Vème République !

- c'est combattre pour la convocation d'une Assemblée Constituante souveraine, qui rétablira l'égalité des droits et tous les acquis de la population laborieuse !

- être insurgé aujourd'hui, c'est enfin s'organiser pour dire, comme l'ont fait les milliers de militants rassemblés à Paris le 5 octobre dernier, lors du meeting international « contre la guerre » :

« Pas un centime, pas une arme, pas une vie pour la guerre » !

Alors Non à la guerre ! Non à toutes les guerres !

Solidarité avec le peuple palestinien ! Pour son droit à l'existence et à sa souveraineté !

Halte au génocide !

Non à la barbarie !

Vive la solidarité internationale des travailleurs et des peuples !

**Impressions du IX^e
Congrès de l'AILP
Grenoble 10 & 11 octobre
2025**



Évènement exceptionnel le congrès 2025 de l'**Association Internationale** de la Libre Pensée se tenait à Grenoble. Une proximité qui justifiait de s'y inscrire pour rencontrer les acteurs qui la font vivre et d'élargir le champ des rencontres en traversant les frontières nationales. En ces motivations je n'ai pas été déçu. D'abord parce que c'est la salle d'honneur de la Mairie qui a servi d'écrin durant les 2 jours. Spacieuse et lumineuse une large part de ses baies s'ouvrent sur un parc de plusieurs hectares, où les œuvres d'art font florès au milieu des arbres. J'ai beaucoup apprécié que toutes les prises de parole se soient développées avec bienveillance et chacun a pu s'exprimer dans sa langue. La traduction simultanée en français, anglais, espagnol ou allemand a fourni un égal accès aux partici-

pants tous dotés d'un casque léger sur lequel il pouvait choisir leur langue d'écoute.

La charge de cérémonie fut fort bien assurée par les camarades de la fédération iséroise qui ont organisé, l'accueil, les suspensions de séances, les repas, les déplacements, comme du papier à musique. Le repas fraternel fut un intense moment de convivialité car pendant les discussions nos palais furent flattés et nous partageons la musique jazzy d'un orchestre composé de 20 musiciens et une chanteuse.

Ces moments sont précieux, ils permettent de rendre un équilibre à notre mental car, le contenu des discours, des interventions, des témoignages donne à voir des situations scandaleuses, comme **le génocide en cours à Gaza**, ou de scandaleuses injustices.

Les discours d'accueil ont été partagés entre **Pascal Costarella**, Président de LP Iséroise, **Jérôme Soldeville**, adj au maire Éric Piolle, et **Christian Eyschen** porte-parole de l'AILP. Immédiatement après, **Xavier Hyvert** Président de **d'Entraide & Solidarité** des LP de France a développé la

nécessité de cette dynamique parce que les temps sont plus difficiles et aussi apporter notre aide à l'international pour soutenir des libres penseurs ou des œuvres caritatives.

Pour des raisons économiques ou d'absence de visas, plusieurs interventions ont pu tout de même se réaliser en mode audio ou visioconférence. Ce fut le cas pour le Liban avec **Georges Saad** qui a dénoncé les milliers d'incursions israéliennes, les écoles détruites. Le Hezbollah qui ne veut pas désarmer et rendre le pouvoir à l'armée régulière. Ce pays qui était « la Suisse » du Moyen-Orient est en déclin continu. Ici, comme en Arabie Saoudite, les habitants se détournent de la religion.

Parmi les associations amies, nouvelle invitée, **l'EHSN-European Humanist Service Network** ou Réseau européen de services humanistes a été créée en janvier 2024 et est active dans une dizaine de pays. C'est **Evan Gran**, norvégien qui la présente puisqu'elle n'est pas encore implantée en France. Elle offre aux citoyens la possibilité de faire des cérémonies en dehors des rites religieux comme mariage ou ob-



sèques. Ce sont des services qui répondent à la sécularisation de nos sociétés. Plus d'infos sur « humanistservices.eu »

Les témoignages vivants des **femmes victimes des violences imposées** quand elles étaient pensionnaires des congrégations sont très émouvants à recevoir. Elles vécurent plusieurs années aux « **Filles du Bon Pasteur** », **maison de correction** ou à « **La Belle Etoile** » **centre de redressement**. Aujourd'hui elle se battent pour que plus jamais d'autres enfants soient soumis à ces traitements.

Cas plus singulier en 2018, **Mme Giraud**, professeur des écoles, s'est fait embarquer, dans le diocèse de Lyon, à subir un exorcisme puisqu'elle était « possédée par Satan ». En fait un cas d'emprise psychologique qui a duré 5 ans.

Keith Porteous Wood expert auprès de l'ONU, développe plusieurs enquêtes dans différents pays ; partout où les hommes d'Eglise commettent des délits qui devraient les conduire à la

justice pénale, la hiérarchie catholique applique le droit canon. Jamais excommuniés, ils sont au plus réduits à l'état laïc.

Impossible de témoigner de tout ce que j'ai entendu ou pu échanger. Il m'en reste la motivation qu'ensemble nous pouvons œuvrer pour un avenir plus désirable.

Comme tout congrès, celui-ci a produit des résolutions qui sont au nombre de 10, disponibles sur

<https://internationalfreethought.org/>

Comme tout congrès les textes et résolutions établis durant ces 2 jours sont disponibles via le



QR code ci-contre » :

Résolution générale (6 pages)

Crimes et châtiments (de l'Eglise)

Entraide & solidarité

Déclaration internationale (4

pages)

Rappel général contre les concordats, le délit de blasphème, la justice d'exception, les privilèges financiers à l'enseignement

Notre idéal « Des hommes libres dans une société libre »

Demande de réhabilitation de Francisco Ferrer qui a été fusillé pour l'exemple à Barcelone en 1909 par la Réaction cléricalo-monarchiste (2 pages)

Résolution pour la Palestine (3 pages)

Arrêt du génocide et dépasser un cessez-le-feu précaire pour établir une paix durable

Libération du mathématicien russe Azat Miftakhov (1 page)



Alain Chaboud



Présentation de l'échange entre Raphaël BUARD et le ministère de l'Intérieur au sujet de l'église du centre de Le Teil.

Vous trouverez ci-dessous et dans les pages suivantes les échanges entre Raphaël Buard (conseiller municipal d'opposition à Le Teil) et le ministère de l'Intérieur.

Mr Buard s'interroge à juste titre, à la suite du séisme du 11

novembre 2019, sur la démolition de l'église « Notre dame de l'assomption » dite église du centre. D'après les experts de l'assurance, la réhabilitation de cette église était tout à fait possible. Une indemnité transactionnelle a même été fixée à 2 500 000€.

La démolition de l'église du centre existante et la reconstruction sur un autre terrain coûtera beaucoup plus cher aux finances

municipales. Alors qu'il y a certainement plein d'équipements publics à consolider ou à rénover. Financer un lieu de culte sur des fonds publics est non seulement une atteinte à la laïcité, mais un détournement d'argent public.



D.T.

Raphaël BUARD
Conseiller municipal Le Teil
Conseiller communautaire Ardèche Rhône Coiron

A l'attention de Monsieur le Ministre de l'Intérieur
Place Beauvau
75800 PARIS Cedex 08

Le Teil, le 23 octobre 2025

Monsieur le Ministre,

Je vous remercie de l'attention que vous avez bien voulu porter à mon courrier du 27 mai dernier (réf 25-008384-A/BDC-SCM:CC).

Concernant la décision du maire du Teil du 7 avril dernier, relative au dispositif « Petites Villes de Demain » sa rédaction ne permettait pas de comprendre qu'il s'agissait de financer un emploi et en tant que conseiller municipal siégeant dans l'organe délibérant, je ne disposais pas de cette information.

En revanche, alors que mes inquiétudes portaient sur l'utilisation de fonds publics pour la reconstruction de l'église Notre Dame de l'Assomption au Teil, je m'étonne de l'incapacité de la préfecture de l'Ardèche dans son rôle de contrôle à vous communiquer le montant de l'opération démolition / reconstruction. Et en l'absence de cette information, je m'interroge sur les fondements qui vous permettent d'affirmer que le projet de reconstruction de l'église Notre Dame de l'Assomption n'est pas contraire à l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 et au principe de laïcité.

A ma connaissance, et au regard des documents qu'en tant que conseiller municipal la collectivité a bien voulu me fournir difficilement :

- le comparatif financier établi par le cabinet d'expertise mandaté par l'assurance de la collectivité ALLIANZ, a chiffré le coût d'une réhabilitation de l'église existante à 1 948 640 € HT



Nous avons relevé certaines erreurs qui ont été corrigées.

a) Réhabilitation de l'église existante

DÉMOLITION ÉGLISE EXISTANTE		estimation BETEBAT / réhabilitation Polyexpert		commentaires	
dégradation	propositions	coût	coût HT	coût HT	coût global HT
propositions préliminaires	transformation de l'église	12	1	40 000,00 €	40 000,00 €
	évaluation affectée par les travaux	12	1	5 000,00 €	5 000,00 €
	évaluation prévisionnelle	12	1	40 000,00 €	45 000,00 €
démolition	travaux	12	1	35 000,00 €	35 000,00 €
	démolition toiture pour reprise	12	1	40 000,00 €	40 000,00 €
	démolition cloison	12	1	40 000,00 €	40 000,00 €
	démolition plancher dans cloison	12	1	10 000,00 €	10 000,00 €
	travaux de charpente	12	1	30 000,00 €	30 000,00 €
travaux reconstruction	réparation des murs	12	1	100 000,00 €	100 000,00 €
	réparation des murs de charpente	12	1	100 000,00 €	100 000,00 €
	réparation des murs de charpente	12	1	100 000,00 €	100 000,00 €
	réparation des murs de charpente	12	1	100 000,00 €	100 000,00 €
	réparation des murs de charpente	12	1	100 000,00 €	100 000,00 €
travaux	travaux de charpente	12	1	100 000,00 €	100 000,00 €
	travaux de charpente	12	1	100 000,00 €	100 000,00 €
	travaux de charpente	12	1	100 000,00 €	100 000,00 €
	travaux de charpente	12	1	100 000,00 €	100 000,00 €
	travaux de charpente	12	1	100 000,00 €	100 000,00 €
TOTAL HT				1 948 640,00 €	

Sur la base de l'APS de BETEBAT, nous avons estimé le chiffrage de la réparation de l'église, sans tenir compte :

- Des biens du diocèse
- De la reprise éventuelle des fondations en sous œuvre qui n'apparaît pas, en l'état, justifiée, pour deux raisons :
 - o Il n'y a pas de défaut de verticalité du bâtiment
 - o La réglementation n'impose pas de renforcer le bâtiment existant au titre du parasismique si aucune modification majeure n'est apportée.

et le coût de la construction d'une église plus petite (500 m²) sur le même emplacement à 2 925 587 €

- le cabinet de contrôle BETEBAT a quant à lui chiffré le coût d'une réhabilitation à 3 790 000 € HT

et le coût d'une église neuve plus petite (500 m²) à 3 290 000 € ;

Quant aux comparatifs fournis par la collectivité pour la prise de décision en séance de conseil du 19 octobre 2021, ceux-ci montrent des montants complètement différents (2 563 150 € HT pour une réhabilitation - 2 458 175 € HT pour la création d'une église d'environ 520 m²) : la construction d'une nouvelle église est alors estimée à 1 700 000 € H.T

Le Teil

Réhabilitation de l'église à l'identique

- ✓ Estimation réhabilitation : 2 563 150 € HT, soit 3 075 780 € TTC
- ✓ Non pris en compte :
 - reprises éventuelles des fondations en sous œuvre (évaluées à 350 000 €) non prises en charge par l'assurance,
 - Aléas de chantier inhérents à toute réhabilitation.
- ✓ Vétusté à prévoir pour calcul de l'indemnité assurance
- ✓ Inconvénients : Eglise non isolées / état général dégradé / coût de fonctionnement important

Le Teil

Construction église neuve

- ✓ Estimation construction : 2 458 175 € HT, soit 2 949 810 € TTC
- ✓ Minoration des aléas chantier / sécurisation de l'indemnité assurance à 2,5 millions d'€
- ✓ Avantages :
 - Église plus adaptée en termes de surface et volume,
 - Coût de fonctionnement optimisé (isolation, ...),
 - Insertion au projet urbain dans ce secteur : médiathèque, ...
- ✓ La nouvelle église pourrait devenir le symbole de la reconstruction de la Ville après séisme

Enfin lors de la commission d'appel d'offres réunie le 25 avril 2023, et à laquelle j'étais présent, **le coût du projet retenu pour la construction (et uniquement la construction hors coût de la démolition) d'une nouvelle église d'une surface de 663 m² s'élève alors à 2 100 000 € HT** : une église construite sur un terrain dont la commune n'est pas propriétaire, qui est supérieur à l'estimatif d'1 700 000 € et ne rentre pas dans l'enveloppe du protocole transactionnel de l'assurance de 2 500 000 €.

Je suis curieux de connaître les informations qu'a bien pu vous fournir la préfecture de l'Ardèche.

Car comme vous l'aurez constaté, **le coût total de l'opéra-**



h) Estimation de la reconstruction d'une église plus petite

BETEBAT a retenu pour une église de l'ordre de 500m ² :	
- Des frais de démolition et déblais du bâtiment actuel de :	392 999 € HT
- Un coût de reconstruction d'une église neuve de :	2 044 991 € HT
Il faut ajouter à cela les honoraires techniques de l'ordre de 20 %, soit :	487 597 € HT
Total HT :	2 925 587 €



BUREAU D'ÉTUDES TECHNIQUES DU BÂTIMENT

Suite à la mission confiée par le SDEA, cette note doit permettre le choix de la solution à étudier afin de choisir la stratégie concernant les travaux de l'Eglise du Centre.

Cette note se veut sommaire et faite sur la base d'hypothèses qu'il conviendra de justifier en cas de besoin, et surtout en fonction des choix des élus (surfaces à construire, architecture construction...) et de certains critères techniques (diagnostic amiante et plomb, géotechnique...)

1 - Solution Réhabilitation :

Description Rapide :

Cette solution consiste à refaire l'ensemble l'Eglise tel qu'elle était avant le séisme. Les travaux consistent essentiellement à la refaçon des voûtes, du dallage, ainsi que la reconstruction de la zone sur le cœur. Pour ces travaux la toiture doit être déposée et reposée. L'ensemble des désordres doit être suivi dès à présent afin de vérifier leur non évolution. Un diagnostic sur les fondations doit être réalisé.

Planning :

Environ 30 mois de travaux.

Coût :

3 790 000 € HT de travaux, soit un coût total de 4 630 000 € HT comprenant Maîtrise d'œuvre, CSPS, Bureau de Contrôle, Frais divers.

Avantages :

- Conservation du Patrimoine.
- Absence de dépôt de permis de construire si refaçon à l'identique donc gain de temps sur la phase administrative.

Inconvénients :

- Conservation d'un Eglise trop grande, et non isolées.
- Pén de gain de place pour l'espace public.
- Coût fonctionnement (chauffage) plus important.



BUREAU D'ÉTUDES TECHNIQUES DU BÂTIMENT

2 - Solution Démolition et Reconstruction Eglise Neuve :

Description Rapide :

Cette solution consiste à démolir complètement le bâtiment et à reconstruire une Eglise neuve. Nous sommes partis sur une capacité d'environ 200 personnes comme vu avec les élus du Teil. Cette capacité sera à confirmer et valider avant lancement des études. Une étude géotechnique de type G1 doit être réalisée rapidement afin de confirmer le type de fondations qui peut avoir un impact sur le coût.

Planning :

Démolition : 6 Mois.
Construction : 24 Mois.
Délai administratif minimal : 8 Mois.

Soit un total de 38 Mois minimum.

Coût :

3 290 000 € HT de travaux, soit un coût total de 3 990 000 € HT comprenant Maîtrise d'œuvre, CSPS, Bureau de Contrôle, Frais divers.

Avantages :

- Église plus adaptée en termes de surface et de volume.
- Gain de place pour l'espace public.
- Église adaptée à d'autres utilisations (phoniques, isolation, ...).
- Coût fonctionnement optimisé

Inconvénients :

- Délais instruction à prendre en compte dans le délai total.
- Coût projet architectural à contenu.



Les désordres irrémédiables sur le bâtiment suite au séisme

L'église Notre-Dame de l'Assomption a été endommagée en 1987. Cette église, qui est classée monument historique, a subi de graves dommages structurels, notamment les voûtes et les piliers.

Elle a été fermée temporairement par le séisme du 11 novembre 2019.

L'étude diagnostique par l'architecte de la Commune, le cabinet Allard, a mis en évidence des désordres structurels sur la structure du bâtiment, notamment les voûtes et les piliers.

Les experts structurels recommandent de procéder à la démolition du bâtiment existant et à la reconstruction d'une nouvelle église sur le même terrain.

Les étapes du projet

- 11 novembre 2019 : Séisme.
- 12 novembre 2019 : Arrêt des travaux de la médiathèque.
- Novembre-Décembre 2019 : Diagnostic des dommages.
- Janvier 2020 : Lancement de l'étude de faisabilité.
- 2020/2021 : Appel d'offres pour la reconstruction.
- 19 octobre 2021 : Conseil municipal pour la reconstruction.

Eglise du centre : Pourquoi une déconstruction / reconstruction ?



Le choix de la déconstruction et de la reconstruction en lieu et place en lieu ou l'édifice

Le 19 octobre 2021, il est approuvé la déconstruction de Notre-Dame de l'Assomption et la reconstruction d'une nouvelle église au centre-ville. Ce Conseil municipal a également validé la proposition transactionnelle à intervenir avec l'architecte Allard pour une reconstruction d'environ 2 500 m².

La construction d'une église neuve estimée à 3 290 000 € HT de travaux et permettra d'avoir un édifice plus adapté aux différents usages (médiation, accueil, ...).

tion de démolition/ reconstruction excède bien celui qui aurait été engagé pour une réhabilitation (hors coût du terrain pour la déplacer, une lubie de la majorité municipale) de 1 948 640 € HT.

Au vu de ces éléments, j'en déduis que :

- le maire du Teil a induit délibérément l'assemblée délibérante en erreur ;
- la préfecture de l'Ardèche, n'est pas en mesure de démontrer ni d'affirmer « **que le coût total de l'opération supportée n'excède pas celui qui aurait été engagé pour la restauration de l'édifice de culte** »
- la préfecture de l'Ardèche **qui n'a pas pris d'arrêté de désaffectation** a autorisé la

démolition de l'église Notre Dame de l'Assomption du Teil sans disposer des éléments financiers ou en les ignorant.

Comme indiqué dans mon précédent courrier, je crains que ce projet crée un précédent et une confusion.

A présent en possession des éléments que je vous ai indiqués et des comparatifs financiers, je vous demande à nouveau de bien vouloir veiller au respect de la loi, la loi rien que la loi, et de faire toute la transparence sur l'origine des fonds qui vont permettre la reconstruction de l'église Notre Dame de l'Assomption au Teil.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute et sincère considération.

Raphaël BUARD



Le Préfet,
Directeur du Cabinet

Monsieur Raphaël BUARD
Conseiller municipal de Le Teil
Conseiller communautaire d'Ardèche Rhône Coiron

Paris, le **02 OCT. 2025**
Réf. : 25-011323-D/ BDC-SCEM / CC

Monsieur le Conseiller municipal,

Vous aviez appelé l'attention de Monsieur Bruno RETAILLEAU, ministre d'État, ministre de l'Intérieur, sur le projet de reconstruction, financé par la commune, de l'église Notre Dame de l'Assomption, sise à Le Teil en Ardèche, à la suite du séisme du 11 novembre 2019. Vous contestez la régularité de ce financement public au regard de la loi de séparation des Églises et de l'État, ainsi que le recours au dispositif « Petites Villes de Demain » (PVD).

Attentif à vos observations, le ministre m'a chargé de vous informer qu'aux termes de l'article 13 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État, « *L'État, les départements, les communes et les établissements publics de coopération intercommunale pourront engager les dépenses nécessaires pour l'entretien et la conservation des édifices du culte dont la propriété leur est reconnue par la présente loi* ».

Le Conseil d'État a apprécié que « *peuvent être légalement engagées par les collectivités publiques propriétaires d'un édifice du culte les dépenses qui sont rendues nécessaires par le mauvais état de cet édifice [...] quelle que soit la modalité adoptée par la personne publique pour sauvegarder son domaine, qu'elle entreprenne de réparer, de reconstruire l'édifice existant, ou même d'en construire un nouveau en remplacement de l'ancien, à la condition que les dépenses à sa charge n'excèdent pas les frais nécessités par l'état de l'édifice* » (Conseil d'État, Commune de Condé-sur-Noireau, 22 janvier 1937).

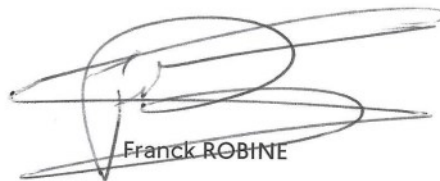
Une commune peut ainsi entreprendre de reconstruire un édifice cultuel si le coût total de l'opération supportée n'excède pas celui qui aurait été engagé pour la restauration de l'édifice de culte.

Il ressort des informations fournies par la préfecture de l'Ardèche que le coût de l'opération de la reconstruction de l'église Notre Dame de l'Assomption sur un site distinct s'avère inférieur à celui de sa rénovation sur site ou de sa démolition/reconstruction sur le même site. Le comparatif financier peut être demandé à la commune. Par conséquent, le projet de reconstruction de l'église Notre Dame de l'Assomption n'apparaît pas contraire à l'article 2 de loi du 9 décembre 1905 et au principe de laïcité.

.../...

En outre, le dispositif « PVD+ » a été sollicité par le maire dans sa décision du 7 avril dernier pour financer le poste de chef de projet chargé de plusieurs opérations de construction et d'aménagement de la commune, incluant celui de la reconstruction de l'église Notre Dame de l'Assomption, et non pour financer directement les travaux de reconstruction de l'église.

Je vous prie de croire, Monsieur le Conseiller municipal, à l'assurance de ma considération distinguée.



Franck ROBINE

Raphaël BUARD
Conseiller municipal Le Teil
Conseiller communautaire Ardèche Rhône Coiron

À l'attention de Monsieur Bruno RETAILLEAU
Ministre de l'Intérieur
Place Beauvau
75800 PARIS Cedex 08

Le Teil, le 30 avril 2025

Monsieur le Ministre,

Des 3 églises que comptait la commune du Teil avant le séisme du 11 novembre 2019, il n'en reste plus aucune affectée au culte :

- celle de Frayol, propriété de l'évêché, impactée par le séisme a définitivement disparu du paysage teillois à l'été 2022 ;
- l'église Notre Dame de l'Assomption ou église du centre, propriété de la commune, impactée par le séisme et la précipitation du maire à la voir déconstruite a subi le même sort début 2024 ;
- l'église Saint Étienne de Mélas, bénéficiant d'un classement au titre des monuments historiques a heureusement échappé au vent de démolition. Les travaux de sauvegarde et restauration grâce au soutien de la fondation du patrimoine devraient débuter cette année.

Concernant l'église Notre Dame de l'Assomption, le choix d'une déconstruction-reconstruction a été acté par l'approbation du protocole transactionnel avec la société ALLIANZ pour sa reconstruction fixant l'indemnisation forfaitaire à 2 500 000 €.

« Ce protocole prévoit que la commune s'engage à affecter l'intégralité de l'indemnité à la reconstruction d'une nouvelle église, sur le site actuel (...) avec l'objectif d'une mise en service de la nouvelle église Notre Dame de l'Assomption de Le Teil pour Noël 2025 ».

Cependant il semble que le projet « Démolition Reconstruction Église ND de l'Assomption du Teil » tel qu'envisagé par la majorité municipale actuelle ait quelque peu dépassé l'enveloppe indemnitaire : c'est en effet ce qu'il ressort de l'autorisation de programme présentée au conseil municipal du 7 avril dernier qui indique un montant de 3 015 000 € (soit 3 618 000 € TTC). (copie jointe)

En France, en vertu du principe de laïcité à valeur constitutionnelle :

- article 1er de la Constitution du 4 octobre 1958 : « la France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

et législative :

- article 1 et 2 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État et garantissant le libre exercice des cultes « la République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. En conséquence, (...) seront supprimées des budgets de l'État, des départements et des communes, toutes dépenses relatives à l'exercice des cultes » ;

il n'est pas possible aux collectivités territoriales, de financer, y compris indirectement, la construction ou l'acquisition de lieux de culte.

Aussi je m'inquiète de la sollicitation récente par Monsieur le Maire du Teil du dispositif « Petites Villes de Demain » ayant pour objet la reconstruction de l'église Notre Dame de l'Assomption. (copie de la décision du 7 avril 2025 jointe)

À l'heure où l'hypothèse de financer la construction de lieux de culte musulman par des fonds publics se heurte au respect de la loi de 1905, qui interdit de subventionner les cultes, le projet de la commune du Teil, conforme à cette même loi, risquerait de créer un précédent.

Afin d'éviter de privilégier une religion et de créer la confusion, je vous demande de bien vouloir veiller au respect de la loi et d'apporter une attention particulière à l'utilisation des fonds publics qui pourraient être attribués par la voie de ces dispositifs et tout autre au projet de reconstruction de l'église Notre Dame de l'Assomption du Teil.

Ne doutant pas de l'attention que vous accorderez à ce courrier, je vous remercie par avance du temps que vous consacrerez à sa lecture et vous prie de recevoir, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute et sincère considération.

Raphaël BUARD
Conseiller municipal

Pièces jointes :

– *délibération n°2025-036 du 7 avril 2025 : AP « Démolition Reconstruction Église ND de l'Assomption »*

– *décision du maire n°2025-17 du 7 avril 2025 : sollicitation PVD+ « Reconstruction Église ND de l'Assomption »*

A l'invitation de la **FSU Ar-dèche**, la **Libre Pensée Drôme-Ardèche** a participé au stage de formation consacré aux rapports entre **enseignement public et enseignement privé**, organisé le jeudi 27 novembre au Pouzin. Cette journée a réuni plus de **80 participant-es**, personnels de l'Éducation nationale de Drôme et d'Ardèche.

La formation a été introduite par **Valérie Benmimoune**, secrétaire départementale de la FSU Ar-dèche, aux côtés de **Christophe Dumaillet**, secrétaire départemental de la FSU Drôme, qui ont rappelé la situation préoccupante du service public d'éducation dans nos territoires.

Grégory Frakowiak, secrétaire national du SNES-FSU, est ensuite intervenu pour retracer **l'histoire de l'enseignement privé** en France et les moyens politiques, syndicaux et citoyens de s'y opposer. **Fabienne Fédérini**, docteure en sociologie, a quant à elle développé une analyse des **inégalités de financement entre enseignement public et enseignement privé**, montrant comment l'État contribue à fragiliser l'école publique et laïque.

L'après-midi a été consacrée aux enjeux du **séparatisme scolaire**, soutenu par les politiques publiques actuelles, et à une réflexion collective sur les stratégies d'action pour défendre le service public d'éducation.

La **Libre Pensée**, présente en tant qu'organisation invitée, est intervenue par la voix de son président, **Daniel Teyssier**. Il a rappelé l'attachement constant de la **Libre Pensée** à la **laïcité**, à la séparation des Églises et de

SÉPARATISME RELIGIEUX & ÉCOLE PRIVÉE DISCOURS HOMOPHOBES, SEXISME, HUMILIATIONS...



l'État et à la **défense d'une école publique, laïque et émancipatrice**.

Nous remercions chaleureusement la **FSU** pour son invitation et pour la **qualité de l'initiative**. Nous avons transmis aux stagiaires nos salutations fraternelles, sororales et laïques.

Enfin, la **Libre Pensée** a réaffirmé sa volonté de **lutter contre le séparatisme scolaire religieux**. À ce titre, **nous nous félicitons de l'annonce par la FSU de sa volonté de créer un observatoire du financement de l'enseignement privé**. Nous saluons cette initiative salubre et **annonçons dès à présent que nous y prendrons toute notre place**.

Nous resterons attentifs aux suites données à cette formation, aux prochaines annonces concernant l'observatoire ainsi qu'aux futures réunions préparatoires, dont nous rendrons compte dans les colonnes du *Mécréant*.

Vous trouverez le dossier de stage fourni aux stagiaires sur le QR code :



- **Le diaporama** de l'intervention de Fabienne Federini, sociologue spécialiste des questions éducatives
- **Une rencontre** avec Gregory Frakowiak
- **Un article** de Paul Devin sur le dualisme scolaire
- **Le communiqué de presse** intersyndical contre l'uniforme dans un établissement privé d'Ardèche
- **Un rappel** historique sur les premières tensions public/privé en Ardèche.

<https://fsu07.fsu.fr/stage-public-vs-prive-concurrence-deloyale/>



L.G.

**Communiqué de presse de
la FDLP 07-26
du 09/12/2025**



C'est avec surprise, étonnement et colère que nous avons appris via le compte Facebook de la **Préfecture** et le Dauphiné Libéré, que le **groupe-ment de gendarmerie de l'Ardèche** a une nouvelle fois, à l'occasion de la célébration de la **Sainte-Geneviève**, participé à une **cérémonie religieuse** en présence des **plus hautes autorités du département et de la région** (Préfet, président du département, élus régionaux et locaux).

Rappelons que, par décision du **19 mars 2025**, le **tribunal administratif de Lyon** avait **annulé la décision du colonel commandant** le groupement de gendarmerie de l'Ardèche, en tant qu'elle **comportait l'organisation d'un office catholique**, pour les motifs suivants :

« [...] une messe célébrée par deux représentants du culte catholique au sein d'une église si-

tuée hors de l'enceinte militaire ne saurait, compte tenu de sa nature même et de son caractère indissociable de la religion catholique, constituer une célébration susceptible de revêtir une pluralité de significations. [...] Dès lors, en organisant un office religieux selon les modalités précédemment décrites, et en allouant des moyens, notamment humains, pour sa tenue, le colonel commandant le groupement de gendarmerie a exprimé la reconnaissance d'un culte et une préférence religieuse en méconnaissance du principe de laïcité tel que garanti par l'article 1er de la Constitution. »

La fédération Ardéchoise et Drômoise de la Libre Pensée s'étonne qu'une institution en contact quotidiennement avec la population et **chargée de faire respecter la loi** organise au mépris de celle-ci un **office religieux au cours de la célébration de la Sainte-Geneviève**. Le respect des traditions ne peut servir de couverture à cette **atteinte au principe fondamental de la liberté de conscience** reconnu par les lois de la République. Ainsi, les pompiers fêtent la Sainte-Barbe mais sans messe.

Alors qu'il ne cesse de parler de laïcité, qu'attend le Ministre de l'Intérieur pour mettre fin à ces **pratiques attentatoires à la neutralité de l'État**.



**La Commission Administrative
Fédérale de la Libre Pensée
Ardèche-Drôme**



Chèr·e·s ami·e·s, chèr·e·s camarades,

Je vous apporte le salut sororal et fraternel de la Fédération ardéchoise et drômoise de la Libre Pensée.

Nous sommes à vos côtés aujourd'hui pour la journée internationale pour l'élimination des violences à l'égard des femmes, à l'égard de la moitié de la population humaine mondiale, et sans doute plus largement à l'égard des minorités de genre.

Dès la naissance, et même dès leur conception, les individus sont assignés à des rôles genrés, stéréotypés, qui les enferment et créent les conditions idéales pour que puissent s'exercer discriminations et violences.

Si aujourd'hui, parmi nos exigences et revendications, il y a celle de la justice qui doit être rendue aux victimes, la société ne peut pas faire l'économie de nommer les auteurs des violences. Elle ne peut pas faire l'économie de décortiquer les racines du problème afin que les mentalités changent, que les regards et les attitudes changent, que les êtres naissant ou devenant femme puissent être libres d'exister, de circuler dans l'espace public, quels que soient leurs tenues vestimentaires, d'être en sécurité dans leurs foyers, d'exercer un métier choisi, de prendre la parole et d'être écoutées...

La Libre Pensée sera toujours aux côtés de celles et ceux qui luttent pour les libertés, celle de disposer de son corps notamment.

La Libre Pensée sera toujours aux côtés de celles et ceux qui luttent contre les obscurantismes qui assignent, qui enferment, qui ségréguent.

Et pour terminer, je souhaiterais adresser des mots aux victimes, des mots dont on ne devrait jamais faire l'économie :

ON VOUS CROIT ET VOUS N'ÊTES PAS RESPONSABLES DE CE QUE VOUS AVEZ SUBI.

Merci à toutes et tous.



(Intervention rédigée
par Emilie Monsillon et
lue à Valence par Henri Clot)



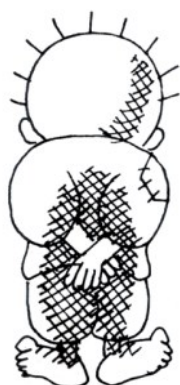
**STOP AUX
VIOLENCES
SEXISTES ET
SEXUELLES !**

Contre le Génocide à Gaza, pour une Palestine libre et indépendante du Jourdain à la mer !

Rendez-vous :

Chaque semaine pour faire entendre la voix des peuples et non celle des états !

- **Aubenas**
11h Agora.
Tous les samedis.
- **Privas**
17h30 esp. Imbert.
Tous les vendredis.
- **Annonay**
tous les quinze jours.
- **Die**
17h Devant la cité scolaire
Tous les jeudis.
- **Montélimar**
18h30 devant la Gare.
1er vendredi du mois.
- **Crest**
17h30 sur le pont Mistral
Tous les jeudis.
- **Valence**
11h pl. Porte Neuve
Toutes les 2 semaines.



Assemblée générale de la Libre Pensée 07/26

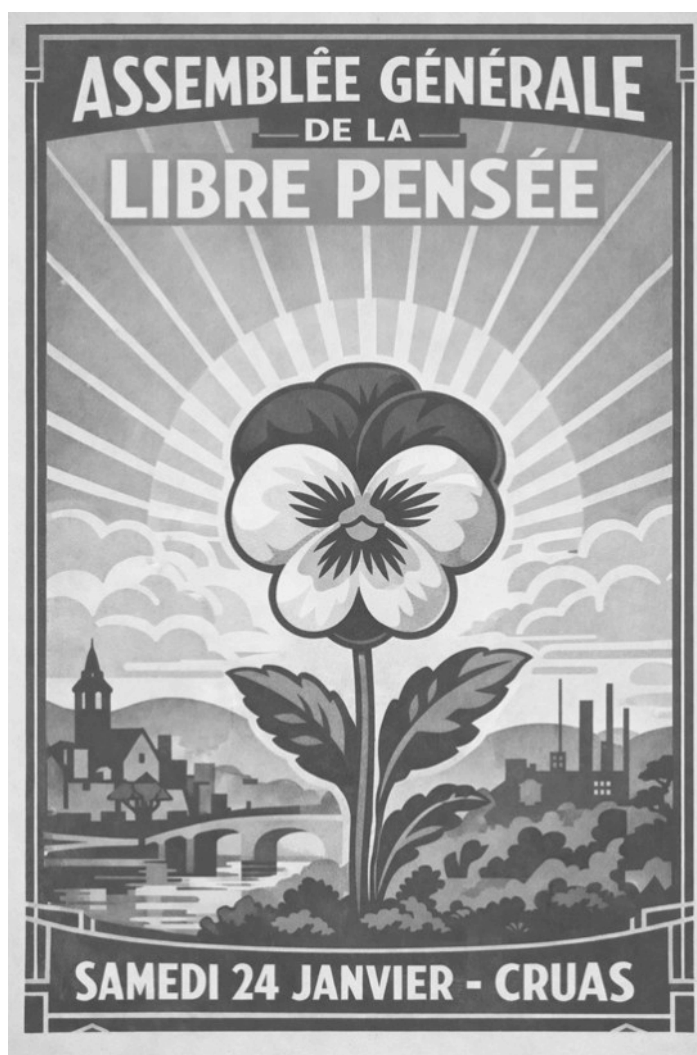
La Fédération ardécho-drômoise de la Libre Pensée tiendra son **Assemblée générale annuelle** le **samedi 24 janvier**, à partir de **9 h 30**, à la **Maison des associations de Cruas**.

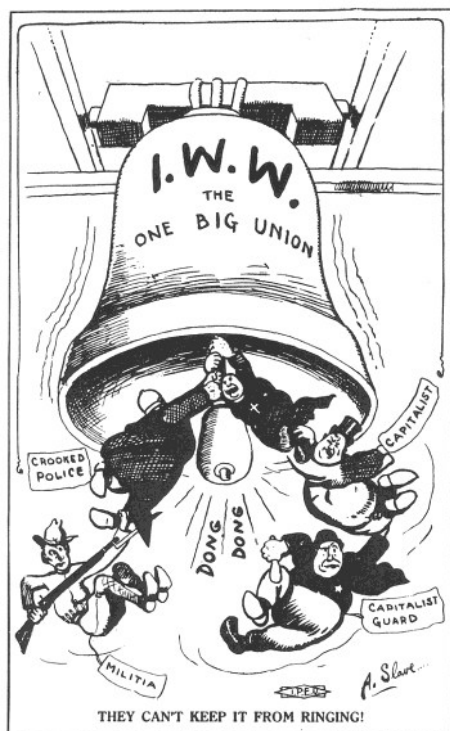
Ce temps fort de la vie fédérale sera l'occasion de revenir collectivement sur l'activité écoulée, d'échanger sur les enjeux actuels de la défense de la laïcité, de la liberté absolue de conscience et du combat pacifiste, et de débattre des perspectives à venir.

L'Assemblée générale est un moment essentiel de la vie démocratique de notre organisation. La participation du plus grand nombre est indispensable pour faire vivre une Libre Pensée active, indépendante et combative.

La **convocation officielle**, accompagnée de l'ordre du jour et des documents préparatoires, sera adressée aux adhérent·es **début janvier**.

Fraternelles et sororales salutations libres penseuses.





Fondés en 1905 à Chicago, les **Industrial Workers of the World (IWW)** constituent l'une des organisations syndicales les plus radicales du mouvement ouvrier international. Se revendiquant du **syndicalisme industriel révolutionnaire**, les **IWW** défendent l'unité de l'ensemble des travailleuses et travailleurs, au-delà des métiers, des nationalités ou des statuts, **dans la perspective explicite de l'abolition du salariat et du capitalisme**. Internationalistes, farouchement antimilitaristes et anticléricaux, ils s'opposent à toute forme de collaboration avec l'État, l'armée ou les institutions religieuses.

Dans cette culture militante, la chanson occupe une place centrale. **Les chansons des IWW** ne relèvent ni du folklore ni de la commémoration : elles sont conçues comme des instruments de lutte, chantés sur les piquets de grève, lors des meetings, dans les prisons ou face aux forces de répression. Elles permettent de

diffuser largement des analyses politiques, de renforcer la cohésion collective et de tourner en dérision patrons, militaires et prédicateurs au service de l'ordre social.

Les deux textes traduits ici s'inscrivent pleinement dans cette tradition.

The Preacher and the Slave, composée en 1911 par **Joe Hill**, figure majeure des **IWW**, détourne l'hymne religieux populaire *In the Sweet By-and-By*. Par une satire mordante, la chanson dénonce les organisations religieuses qui prêchent la résignation, promettent une récompense céleste et détournent les travailleuses et travailleurs des luttes sociales concrètes. Elle forge l'expression « **pie in the sky** », passée depuis dans le langage courant pour désigner une promesse illusoire. Le texte mêle anticléricisme de classe, humour corrosif et appel explicite à l'organisation ouvrière.

Christians At War, poème satirique de **John Kendrick**, détourne quant à lui l'hymne protestant *Onward, Christian Soldiers* (1871). Publié dans un contexte de montée des nationalismes, de l'impérialisme et des guerres du début du XX^e siècle, il constitue une dénonciation féroce du militarisme justifié par la religion. La rhétorique chrétienne y est volontairement retournée : au nom de Dieu, les armées pillent, violent, massacrent et dominent. L'exagération volontaire des images sert à dévoiler la fonction idéologique des Églises dans la légitimation de la violence étatique et impériale.

Les productions et les positions

des **IWW** ont exercé une influence bien au-delà des États-Unis. En France, des militants comme Pierre Monatte et la revue *La Vie ouvrière* suivent attentivement leurs analyses et leurs pratiques, y voyant une expression avancée de **l'internationalisme ouvrier**, de **l'antimilitarisme révolutionnaire** et du **refus de l'Union sacrée**. Cette circulation des idées inscrit **les chansons des IWW** dans une histoire transnationale du mouvement ouvrier.

Sur le plan culturel, ces chansons constituent également un jalon fondamental dans l'histoire de la **protest song**. Bien avant **Woody Guthrie**, **Pete Seeger** et le folk contestataire d'après-guerre, les **IWW** ont posé les bases d'une chanson politique populaire, collective, directement ancrée dans les luttes sociales et la critique de la guerre.

Traduire ces chansons aujourd'hui est un acte militant. Ce travail de traduction, vise à rendre accessibles en français des textes pensés comme des instruments de lutte. Dans un contexte marqué par le retour des guerres, la banalisation du discours militariste, ces chansons rappellent que le combat social et le combat pacifiste sont indissociables. Elles montrent aussi que l'antimilitarisme ouvrier ne fut jamais abstrait : il s'est construit contre la guerre réelle, contre l'enrôlement idéologique des consciences et contre la bénédiction religieuse des tueries de masse.



L.G.

The Preacher and the Slave – Joe Hill (1911) **Le prêcheur et l'esclave**

Chaque nuit sortent des prêcheurs aux cheveux longs,
Qui tentent de te dire le bien, le mal, la Loi ;
Mais quand tu demandes un morceau de pain,
Ils répondent d'une voix suave et sans fin :

Tu mangeras, un jour peut-être,
Dans ce glorieux pays au-delà des cieux ;
Travaille et prie, vis de rien,
Tu auras ta tarte au paradis quand tu mourras.

Et l'Armée de la Faim joue son air,
Elle chante, elle frappe des mains, elle prie en chœur.
Jusqu'à ce qu'ils aient vidé toute ta bourse sur leur tambour ;
Puis ils te disent, lorsque tu es à la rue :

Les Saints-Roulants et les sauteurs arrivent,
Ils hurlent, ils bondissent, ils crient.
« Donne ton argent à Jésus », disent-ils,
« Il guérira toutes les maladies aujourd'hui. »

Si tu te bats dur pour femme et enfants,
Si tu veux gagner un peu de bonheur ici-bas,
Tu es pécheur et mauvais, affirment-ils ;
Et quand tu mourras, tu iras sûrement en enfer.

Travailleurs de tous les pays, unissez-vous,
Côte à côte nous lutterons pour la liberté :
Lorsque nous aurons conquis le monde et sa richesse,
Aux parasites nous chanterons ce refrain :

Tu mangeras, un jour peut-être,
Quand tu sauras frire et cuisiner ;
Coupe du bois, ça te fera du bien,
Et tu mangeras dans ce doux « un jour peut-être ».

Bibliographie :

- **PORTIS, Larry**
IWW, Le syndicalisme révolutionnaire aux États-Unis
Paris, L'Harmattan 1990
- **ROSEMONT, Franklin**
Joe Hill et les IWW
Paris Éditions CNT-RP Spartacus 2006
- **BUHLE, Paul ; SCHULMAN, Nicole (dir.)** *Wobblies ! Une histoire graphique des IWW*; Paris, Nada Éditions 2014
- **COLE, Peter ; STRUTHERS, David ; ZIMMER, Kenyon (dir.)**
Les Wobblies dans le monde
Paris, Éditions Syllepse 2019
- **COLE, Peter** « Ben Fletcher et les IWW sur les quais de Philadelphie »
Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique, n° 150 2022
- **PORTIS, Larry**
« Le syndicalisme révolutionnaire des IWW »
Le Mouvement social, n° 157 1991
- **ROSEMONT, Franklin**
« Culture ouvrière et agitation révolutionnaire : les IWW »
Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier, n° 12 2004

Christians At War - John Kendrick **Chrétiens en guerre**

En avant, soldats chrétiens !
Le devoir est clair :
Tuez vos voisins chrétiens,
Ou bien soyez tués par eux.

Les prédicateurs déversent
Leurs bulles moussantes,
Et Dieu, là-haut, vous appelle
À voler, violer, tuer.

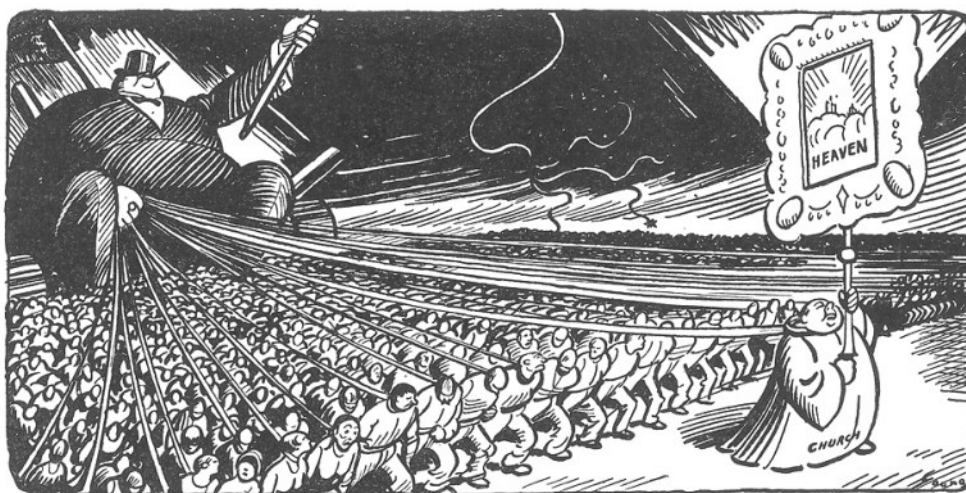
Tous vos actes sont sacrés
Par l'Agneau des cieux ;
Si vous aimez le Saint-Esprit,
Allez tuer, prier et mourir.

En avant, soldats chrétiens,
Déchirez, lacérez, frappez !
Que le doux Jésus
Bénisse votre dynamite.

Faites éclater les crânes à l'éclat,
Fertilisez la terre ;
Les gens qui ne parlent pas votre langue
Méritent la malédiction de Dieu.

En avant, soldats chrétiens !
Inondez la terre de sang ;
La pitié est une faiblesse
Que tous les dieux abhorrent.

Croyez au salut factice,
Servez d'outils aux pirates ;
L'Histoire dira de vous :
Cette bande de foutus imbéciles.



GOD ISSUES A DECREE: "THE STUPID SHALL NOT ENTER HEAVEN."

Ovidie
La chair est triste hélas
Ed. Juillard

Ovidie, sociologue, documentariste, autrice, n'est pas là pour vous soigner. Elle n'y va pas de main morte lorsqu'elle déclare que la chair est triste, hélas. Ce n'est pas un essai au sens strict du terme, mais plutôt un texte cathartique, lancé tantôt au lance-flammes, tantôt au lance-roquettes.

Ovidie peut sembler en colère, mais chaque mot est posé et bien choisi. Elle remet en cause tous les a priori au sujet du désir, du plaisir, du partage, du « bon coup », du bon amant. Elle est en grève du sexe hétérosexuel depuis 4 ans lorsqu'elle entame la rédaction de cet ouvrage.

Dans ce texte, elle se livre sur son parcours, sa vie et son intimité, sans tabou mais pas sans pudeur, avec une grande intelligence et aussi beaucoup d'humour. C'est un texte qui arrive à articuler personnel et politique comme savent le faire les auteur·ices formé·es en sociologie.

Son constat est là : le coût du désir masculin est trop élevé et sa gratification bien trop aléatoire, voire anecdotique, voire... inexistante. Ovidie, comme tant d'autres femmes, a musclé, affiné, affamé, gommé, épilé, maquillé, étriqué dans des dentelles irritantes, son corps. Pour quelles raisons peut-on se contraindre à ce point ? Pour être satisfaite ? Et bien même pas.

Des coïts sans finesse, sans

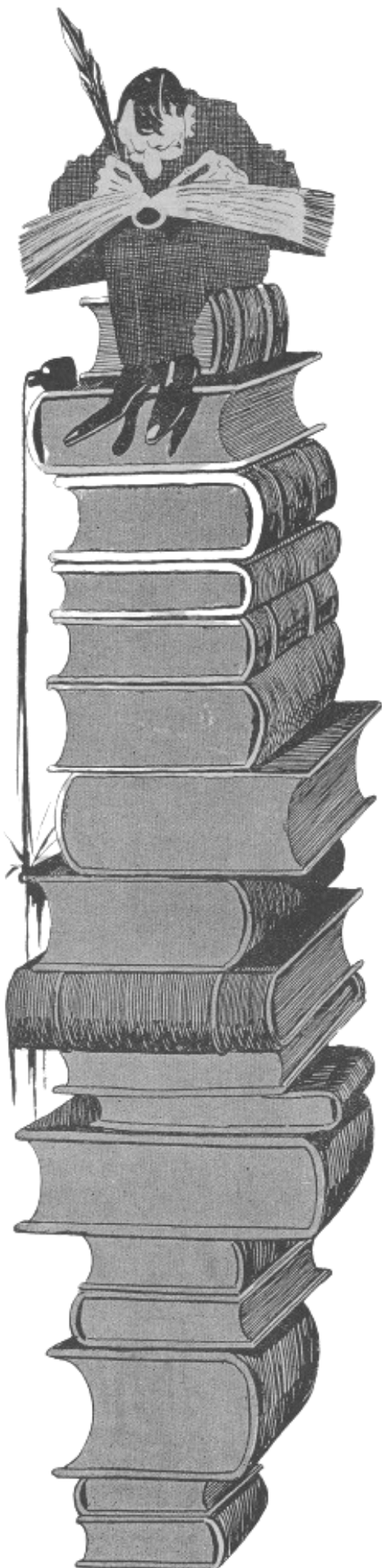
attention, guidés non pas par le partage du moment et les envies de sa partenaire mais par une idée préconçue et automatisée de ce qu'est un « bon rapport » sexuel et surtout sa propre satisfaction. Un coït démarre avec l'érection et se termine avec l'éjaculation. Merci, au revoir, rideau. Vous vouliez du dessert ? Désolé, la cuisine est fermée.

Une insulte lue et entendue très régulièrement dès qu'une femme s'exprime ? « Mal baisée ». Et bien en effet, parlons-en. Il semblerait que les plus prompts à employer ce qualificatif soient les mal baiseurs en question. Ovidie n'épargne personne dans son texte, même pas elle-même.

J'encourage grandement tous les lecteurs du Mécraent à se plonger dans la lecture de cet ouvrage, court mais soigné. C'est assez percutant et ça peut bousculer des années et des années de certitudes sur ce que l'on a pu s'imaginer au sujet du désir et du plaisir.



E.M.



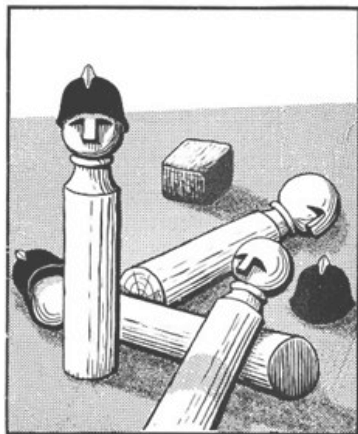


Image de couverture,
P. 33 communiqué FDLP

Illustration réalisée avec l'aide de l'IA d'après une photo diffusé par le compte FB de la Préfecture de l'Ardèche.

P. 2 Edito

Gravure « La tranchée » de Félix Vallotton.

Félix Vallotton (1865-1925) est une figure majeure de l'art moderne, à la fois peintre, graveur et dessinateur de presse. Proche des milieux anarchistes parisiens dès les années 1890, il met son art au service d'une critique radicale de l'ordre social, s'attaquant à la répression policière, au militarisme et aux nationalismes, tout en affirmant un anticléricalisme constant. Collaborateur des grandes revues satiriques et des *Temps nouveaux* de Jean Grave, il dénonce avec une force saisissante l'hypocrisie bourgeoise, la justice militaire et la violence de l'État. Par son usage novateur de la gravure en noir et blanc, son regard tranchant sur le quotidien et son engagement politique assumé, Vallotton a profondément marqué l'histoire de la peinture et de l'image critique, ouvrant la voie à une modernité à la fois formelle et profondément subversive.

P. 33 Communiqué de presse de la FDLP 07-26 du 09/12/2025

Gravure tiré de la revue Les Corbeaux de 1906 de Ashavérus pseudonyme de Dider Dubucq.

P. 36 Note de lecture

Gravure tiré de la revue Les Corbeaux de 1907 de Dider Dubucq.

Didier Dubucq est une figure singulière et largement méconnue de la presse satirique et militante du début du XX^e siècle. Dessinateur et journaliste belge, libre penseur et anticlérical radical, il met très tôt son trait au service de la dénonciation des pouvoirs religieux, monarchiques et politiques, notamment dans *L'Assiette au beurre*, où il s'attaque dès 1901 aux

figures de l'autoritarisme et de la réaction. Fondateur et animateur du journal *Les Corbeaux* (1904-1909), il y développe un anticléricalisme populaire, mordant et irrévérencieux, étroitement lié aux combats pour la liberté de conscience, les droits démocratiques et l'émancipation sociale. Par ses caricatures, ses images de propagande et son engagement aux côtés des libres penseurs, Dubucq participe à l'essor d'une iconographie militante qui fait de l'image une arme politique, annonçant les formes visuelles de la presse anarchiste et anarcho-syndicaliste de son temps.

P. 36 Chansons antimilitaristes et anticléricales des Industrial Workers of the World (IWW)

Gravure signée A. Slave tirée du journal des IWW, *Industrial Worker*, nov 21, 1912.

Soumise par un travailleur anonyme, qui signe la caricature « A.Slave », la caricature imagine le message révolutionnaire de l'IWW sur la liberté d'expression et le Grand Syndicat Unique secouant les marionnettes allégoriques et molles d'un système corrompu.

P. 37 Chansons antimilitaristes et anticléricales des Industrial Workers of the World (IWW)

Illustration d'Art Young pour le Discours céleste de Charles Erskine Wood (New York : Vanguard Press, 1927).

Art Young (1866-1943) est une figure majeure de la caricature politique radicale aux États-Unis. Dessinateur et journaliste, il s'éloigne rapidement de la presse conventionnelle pour mettre son art au service des causes socialistes, libertaires et pacifistes, notamment au sein du magazine *The Masses*, auquel il collabore dès 1911. Anticlérical affirmé, Art Young dénonce l'alliance des Églises avec le capitalisme et l'État, accusant le clergé de bénir l'exploitation sociale et les guerres. Pacifiste convaincu, il combat violemment la Première Guerre mondiale, qu'il représente comme un massacre imposé par les élites et justifié par le patriotisme et la religion. Son engagement lui vaut censure et poursuites judiciaires en 1917. Par un dessin volontairement simple, direct et populaire, Art Young a contribué à forger une iconographie militante puissante, faisant de la satire un outil central de critique sociale, anticlérical et antimilitariste.

L.G.



Qu'est-ce que la Libre Pensée ?

Plongeant ses racines dans l'Antiquité (Socrate, Démocrite, Épicure, Lucrèce...) en passant par le Moyen-âge (François Villon), puis la Renaissance (Érasme, Rabelais, Étienne Dolet, Giordano Bruno), triomphante dans les Lumières du XVIIIème siècle et la Révolution française, la Libre Pensée fut l'œuvre de tous ceux qui refusèrent les vérités révélées et imposées par les autorités et osèrent se dresser un jour pour dire non à l'obscurantisme et à l'oppression.

Fondée en 1847 par la rencontre des militants conscients du mouvement républicain et ouvrier naissant qui se fixaient pour but la laïcité de l'École et de l'État et la lutte intransigeante contre l'oppression religieuse, la Libre Pensée compta parmi ses membres les plus illustres figures du XIXe et du XXe siècle : **François Raspail, Auguste Blanqui, Victor Hugo, Émile Littré, Paul Bert,**

Ferdinand Buisson, Aristide Briand, Georges Clemenceau, Émile Zola, Romain Rolland, Victor Basch, Édouard Herriot, Anatole France, Jean Jaurès, Bertrand Russel, Jean Rostand...

La Libre Pensée repose sur quatre principes fondamentaux que des générations entières de libres penseurs ont mis en œuvre.

Anticléricale, elle refuse toute ingérence des religions dans la société civile et dans les institutions républicaines. Elle agit pour le strict respect de la loi de **séparation des Églises et de l'État du 9 décembre 1905**, produit de l'action des libres penseurs. La Libre Pensée est pour la laïcité institutionnelle.

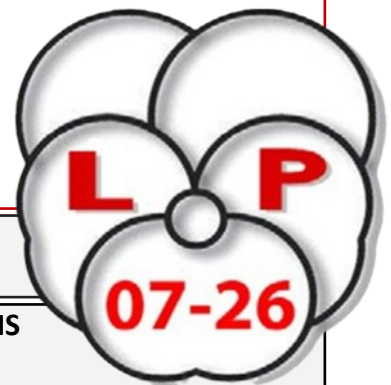
Rationaliste, elle réfute toute vérité révélée, récuse tous les dogmes et considère les religions comme l'une des principales sources d'oppression et d'obscurantisme de l'humanité. Elle estime que l'Homme doit conquérir son bonheur de son vi-

vant et non dans un pseudo-paradis extra-terrestre.

Internationaliste et pacifiste car au-dessus de tout, elle place les intérêts des peuples, elle refuse que les peuples se massacrent pour des intérêts qui ne sont pas les leurs. Se prononçant pour le désarmement unilatéral, la Libre Pensée est membre des Forces Libres de la Paix.

En 2011, à Oslo, a été fondée l'Association Internationale de la Libre Pensée (AILP).

Sociale, elle milite pour l'émancipation totale de l'individu et refuse toute exploitation économique qui, comme l'oppression politique et religieuse, ne vise qu'à assujettir l'individu au mépris de ses droits légitimes.



Lire, Écouter, S'abonner, Adhérer...

Bulletin d'abonnement au MÉCRÉANT ARDÉCHO-DRÔMOIS

Nom/Prénom :

Adresse :

Courriel :

Joindre un chèque de **12 €**

(pour 1 an) à l'ordre de la Libre Pensée 07-26 pour la version papier (+ version numérique sur demande), ou de **8€** pour la version numérique seule **et l'adresser à :**

Daniel RASSAT - 6, rue des Cordeliers - 26150 - DIE

Adhésion à la LIBRE PENSÉE

Aujourd'hui, l'adhésion, quelle qu'en soit la forme, est en soi un acte militant, un acte utile. Le nombre est une force, l'indépendance a un coût.

L'adhésion de **69 €** est composée de la **part nationale (60,50 €)** et la **part fédérale (8,50 €)**. Les adhérents bénéficient de tarifs privilégiés pour les abonnements : **82 € avec La Raison et + 15 € avec L'Idée Libre.**

À noter que la part nationale ouvre droit à une réduction d'impôt de près de 40 €.

Pour recevoir le bulletin d'adhésion :

envoyer un courriel à librepensee07.26@gmail.com

ou un courrier à

Michel SABATIER - 66A route de Rompudes - 07200 MERCUER

Abonnements aux revues de la Fédération Nationale

LA RAISON (mensuelle) : 1 an = **25 €** (12 nos)

L'IDÉE LIBRE (trimestrielle) : 1 an = **18 €** (4 nos)

Joindre le chèque correspondant à l'ordre de la FNLP et l'envoyer à : Libre Pensée - 10 & 12 rue des Fossés St Jacques - 75005 PARIS avec l'adresse lisible et complète.

Site internet national : www.fnlp.fr

La LP sur **France Culture** à 9h40 le 2e dimanche de chaque mois

Institut de Recherches et d'Études de la Libre Pensée : www.irelp.fr

Facebook : [Libre Pensée](https://www.facebook.com/librepensee) : Fédération Ardèche Drôme